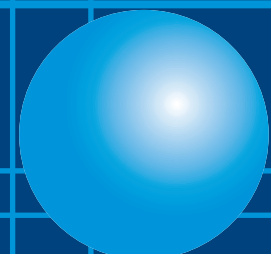


TABLEAU DE BORD DU LOIR-ET-CHER



LES FICHES DE L'OBSERVATOIRE N° 146 - MARS 2017

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : MAURICE LEROY
PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE ET DES TERRITOIRES
Publication électronique
Dépôt légal à parution
ISSN N° 1625-4627

SOMMAIRE

CHIFFRES CLÉS	P. 4	Les mouvements d'entreprises	p. 29
SYNTHÈSE	P. 5	Forte présence de l'artisanat.....	p. 30
LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET D'AGGLOMÉRATION AU 1ER JANVIER 2017	P. 6	Locaux d'activités, la construction boostée en 2016.....	p. 31
UN DÉPARTEMENT PARTAGÉ ENTRE 6 ZONES D'EMPLOI	P. 7		
DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE	P. 8	LES RESSOURCES HUMAINES	P. 33
Une croissance démographique plus soutenue qu'au niveau régional.....	p. 9	Un taux d'activité relativement élevé.....	p. 34
Un vieillissement moins marqué autour de l'axe ligérien	p. 12	Un niveau de formation relativement faible	p. 36
Hausse du parc de logement.....	p. 13	Flux domicile - travail : des échanges plus importants avec le Loiret	p. 37
DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES	P. 15	LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LA PRÉCARITÉ	P. 38
Emploi total : 500 emplois perdus entre 2008 et 2013	p. 16	Une diminution du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A	p. 39
L'économie locale en pleine mutation	p. 18	Des écarts de revenus importants.....	p. 43
Emploi salarié privé : de fortes pertes au cours des années récentes.....	p. 21	Une composition des ménages proche de celle de la région	p. 45
Les principales branches industrielles - évolutions 2008 - 2015	p. 25	Des indicateurs sociaux mieux orientés dans l'ensemble.....	p. 46
Les principales branches du commerce et des services - évolutions 2008 - 2015	p. 27		

CHIFFRES-CLES

Territoire	Source	Arr. de Blois	Arr. de Romorantin-Lanthenay	Arr. de Vendôme	Loir-et-Cher	Centre-Val de Loire	France métropolitaine
Dynamiques démographiques et attractivité du territoire							
Population 2014	<i>Insee-recensement</i>	151 660	111 530	70 377	333 567	2 577 435	64 027 784
Taux de variation annuel moyen de la population entre 2009 et 2014 (en %)	<i>Insee-recensement</i>	+ 0,58	+ 0,3	- 0,08	+ 0,35	+ 0,30	+ 0,50
Nombre annuel moyen de logements construits par territoire - Période 2013/2016	<i>Sitadel2</i>	520	283	123	926	8 842	301 192
Évolution du nombre annuel moyen de logements construits - Période 2013/2016 par rapport à 2009/2012 (en nombre)	<i>Sitadel2</i>	- 308	- 373	- 58	- 739	- 3 932	- 46 844
Dynamiques économiques							
Emploi total 2013	<i>Insee-recensement</i>	63 644	37 526	24 939	126 108	989 011	25 773 946
Emploi salarié du secteur privé 2015	<i>URSSAF</i>	40 835	21 374	14 484	76 693	621 699	17 440 200
Évolution de l'emploi salarié en 2015 (en %)	<i>URSSAF</i>	- 0,5	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,6
Évolution de l'emploi salarié entre 2008-2015 (en %)	<i>URSSAF</i>	- 4,8	- 7,7	- 4,7	- 5,6	- 5,1	- 1,1
Nombre de m ² de locaux d'activités construits en 2015 et 2016 (en milliers de m ²)	<i>Sitadel2</i>	142,0	94,6	42,3	278,9	2 120,5	47 006,3
Évolution du nombre de m ² de locaux d'activités - Période 2015/2016 par rapport à 2013/2014 (en %)	<i>Sitadel2</i>	+ 56,9	- 18,1	- 37,2	+ 2,0	+ 3,1	- 10,1
Évolution du nombre de chômeurs (cat A) en 2016 (en %)	<i>Pôle Emploi</i>	- 4,4	- 3,8	- 2,8	- 3,9	- 3,9	- 3,0
		Zone d'emploi Blois	Zone d'emploi Romorantin-Lanthenay	Zone d'emploi Vendôme	Loir-et-Cher	Centre-Val de Loire	France Métropolitaine
Taux de chômage localisé 3 ^{ème} trim 2016 (moyenne trimestrielle - données CVS) en %	<i>Insee</i>	8,7	10,3	8	8,7	9,6	9,7
Évolution sur 1 an du taux de chômage localisé (en points) (moyenne trim. - données CVS)	<i>Insee</i>	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,5

Le Loir-et-Cher, un territoire attractif

En 2014, le Loir-et-Cher compte environ **333 500 habitants**, implantés pour près de la moitié dans le Blaisois.

Il a gagné **5 700 habitants en 5 ans**. La croissance s'appuie essentiellement sur un **excédent migratoire significatif**, témoignant de **son attractivité**, et assez peu sur le solde naturel, globalement positif pour le Loir-et-Cher mais négatif dans le Vendômois et le Romorantinais. Elle est néanmoins en recul et se situe au-dessus de celle de la région. Cette évolution démographique s'accompagne d'un **vieillesse** de la population. Le département, et plus particulièrement les arrondissements de Vendôme et de Romorantin, peine aussi à retenir les jeunes, partant nombreux pour leurs études et leur premier emploi. L'**indice de vieillesse** progresse : **127 personnes de 60 ans et plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans**, soit nettement plus que pour la région Centre-Val de Loire et plus encore le pays.

Le **niveau de formation** des 15-64 ans est **assez bas**, avec des écarts hommes-femmes plus accentués qu'en région. Le territoire compte aussi proportionnellement moins de cadres et professions intellectuelles supérieures dans sa population et davantage d'ouvriers, ce qui correspond à son orientation économique (importance des activités productives).

Les taux d'activité de la population sont élevés et le **chômage, plus faible qu'aux niveaux régional et national, a commencé à reculer** (pour la catégorie A). Globalement, les **niveaux de revenus** se situent dans la bonne moyenne (37ème rang national) ; la proportion de foyers non imposés est proche de celle de la France. Comparativement les situations de pauvreté sont sensiblement moins fréquentes (12,4 % de la population, soit plus de 40 600 habitants).

La construction de nouveaux logements s'est effondrée

La croissance démographique s'est accompagnée d'une **augmentation du parc des logements** : de 2008 à 2013, le département gagne 7 500 logements pour 5 100 ménages supplémentaires. Globalement il ne semble **pas** y avoir de **forte tension immobilière**.

La progression du parc (4,4 %) est assez voisine de celle de la région. Elle s'accompagne d'une **forte progression de la vacance** qui concerne désormais **1 logement sur 10** (un peu plus qu'en région), et d'un recul significatif du parc des résidences secondaires.

Comme dans de très nombreux territoires, **la construction s'est effondrée** au cours des années récentes. 926 logements en moyenne annuelle ont été mis en chantier entre 2013 et 2016, contre 1 665 entre 2009 et 2012. Le taux de construction nouvelle se situe à présent à un niveau très bas.

Une mutation vigoureuse de l'économie locale

Le Loir-et-Cher compte **plus de 126 000 emplois**, toutes catégories confondues. **Entre 2008 et 2013, il en a perdu 500**, soit un **recul de 0,4 %**. A titre de comparaison la baisse était de 1,7 % dans la région tandis que la France affichait une croissance de 0,7 %.

Cette tendance semble s'être poursuivie depuis à en juger par les 1 900 emplois salariés supprimés dans les secteurs marchands au cours de trois années 2013-2015 (mais nous ne connaissons pas l'évolution des autres catégories d'emploi pour dresser le bilan global pour cette période). La situation s'est toutefois infléchi : les pertes étaient très faibles en 2015 et un **gain de 820 emplois** a été enregistré dans le **privé en 2016** (données provisoires).

Derrière ces chiffres se cachent des mouvements de grande ampleur qui traduisent une mutation vigoureuse de l'économie locale. Au cours des années 2008-2015, **l'industrie a perdu plus de 2 700 emplois** (- 12 %), tout comme la **construction, en crise** ici comme ailleurs (un quart de ses effectifs), tandis que **les services en gagnaient 1 300**. Au sein même du secteur industriel, 15 branches étaient en recul, générant 3 000 suppressions alors que 5 autres affichaient une croissance (+ 460). Situation similaire dans les services : une moitié des branches était en difficulté (destruction de 1 800 emplois), les autres affichant une forte progression (+ 3 550).

Ces mouvements contribuent à redessiner rapidement le profil économique du territoire. La sphère des services gagne en importance, par son dynamisme mais aussi en raison du repli opéré par la **sphère productive**. Cette dernière **demeure** malgré tout **très présente**.

Des évolutions locales très contrastées

Ce portrait du Loir-et-Cher masque toutefois des **situations et des évolutions très différentes selon les territoires**, tant les dynamiques à l'œuvre localement sont parfois opposées.

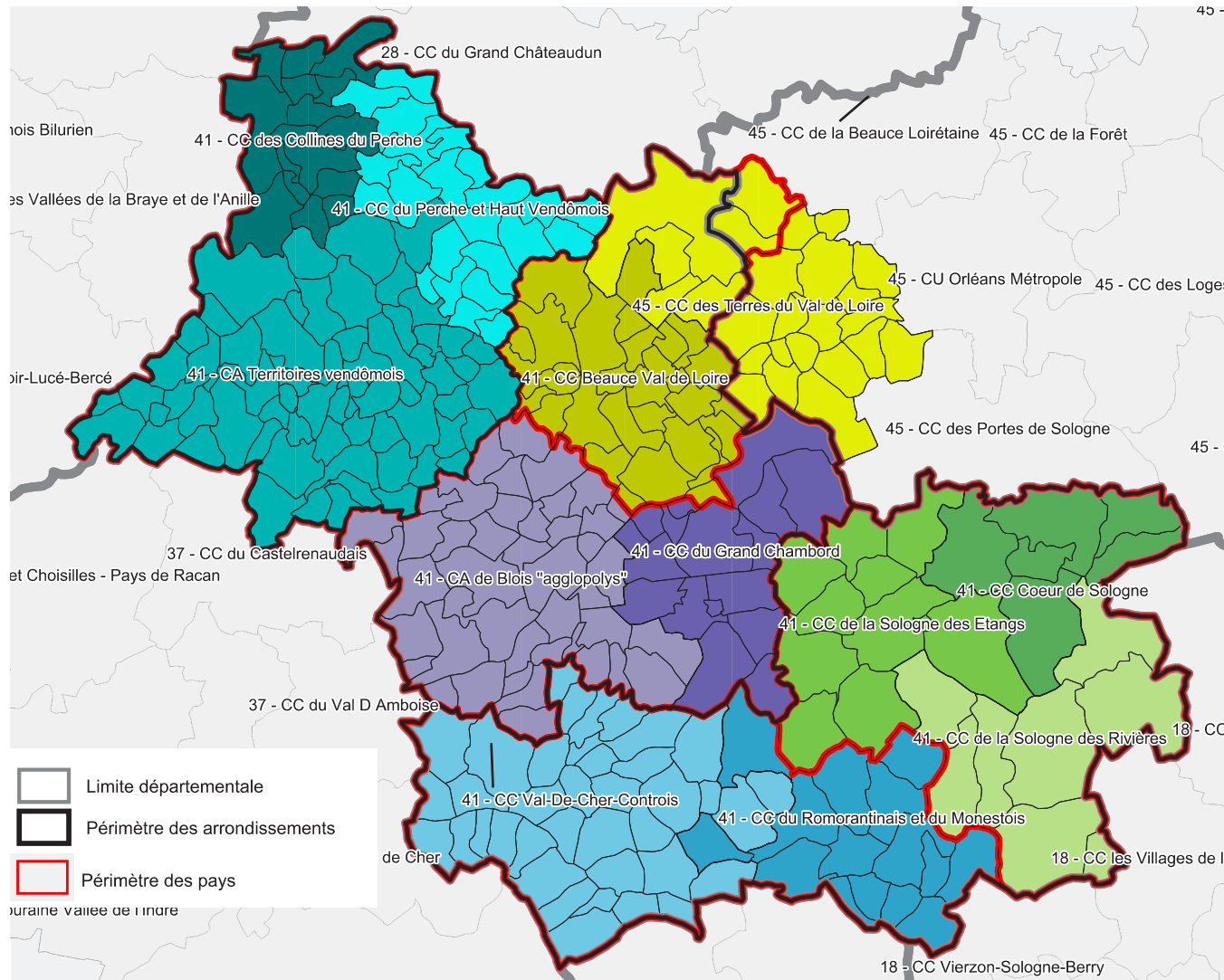
L'arrondissement de Blois est boosté par une croissance démographique forte, sa population est plutôt jeune, son parc de logements progresse nettement. Les activités présentes occupent une large place au sein de l'économie locale, mais celle-ci a beaucoup souffert dans les années récentes : 1 450 emplois perdus dans les secteurs marchands au cours des trois années 2013-2015. La tendance s'est toutefois inversée en 2016, le territoire renouant avec des créations significatives d'emplois.

S'ils partagent quelques caractéristiques, telles qu'une population vieillissante ou une progression plutôt modérée de leur parc de logements, les deux arrondissements de Vendôme et de Romorantin-Lanthenay se différencient en de nombreux points.

Dans le premier, la dynamique démographique semble s'être grippée. L'arrondissement perd de nouveau des habitants et son attractivité s'est émoussée. Néanmoins son économie, nettement marquée par les activités de production, semble se redresser après avoir subi des pertes d'emplois importantes.

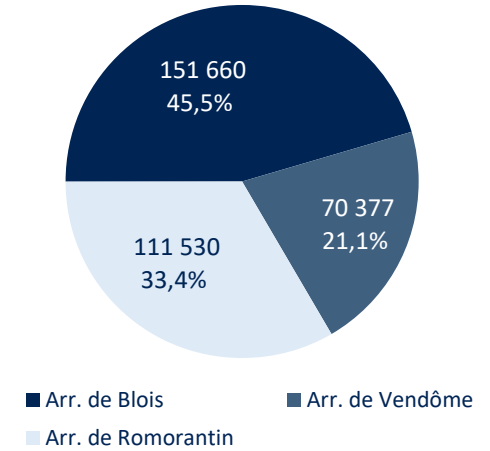
L'arrondissement de Romorantin-Lanthenay apparaît globalement attractif, gagnant de nouveaux habitants. Les suppressions d'emplois ont en revanche été très soutenues jusqu'en 2014, après quoi le solde redevient positif. Le territoire présente lui-même un visage contrasté, combinant des situations très opposées : le secteur de Romorantin-Lanthenay qui avait particulièrement souffert dans les années 2000 bénéficie à présent d'une belle dynamique démographique (la plus forte du Loir-et-Cher) et son économie reprend des couleurs tandis que la situation du secteur de Salbris paraît être la plus délicate conjuguant pertes continues de population et d'activités.

LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET D'AGGLOMÉRATION AU 1^{ER} JANVIER 2017



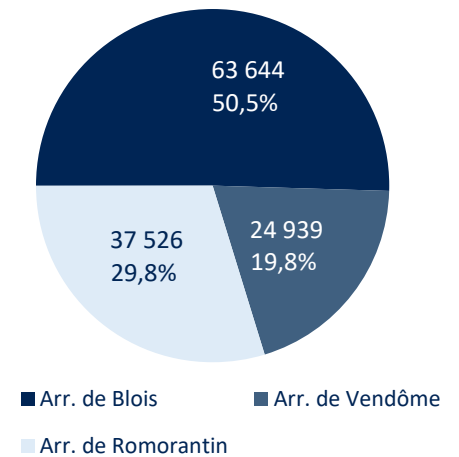
D'après source : Arrêtés préfectoraux

RÉPARTITION DE LA POPULATION DU LOIR-ET-CHER PAR ARRONDISSEMENT



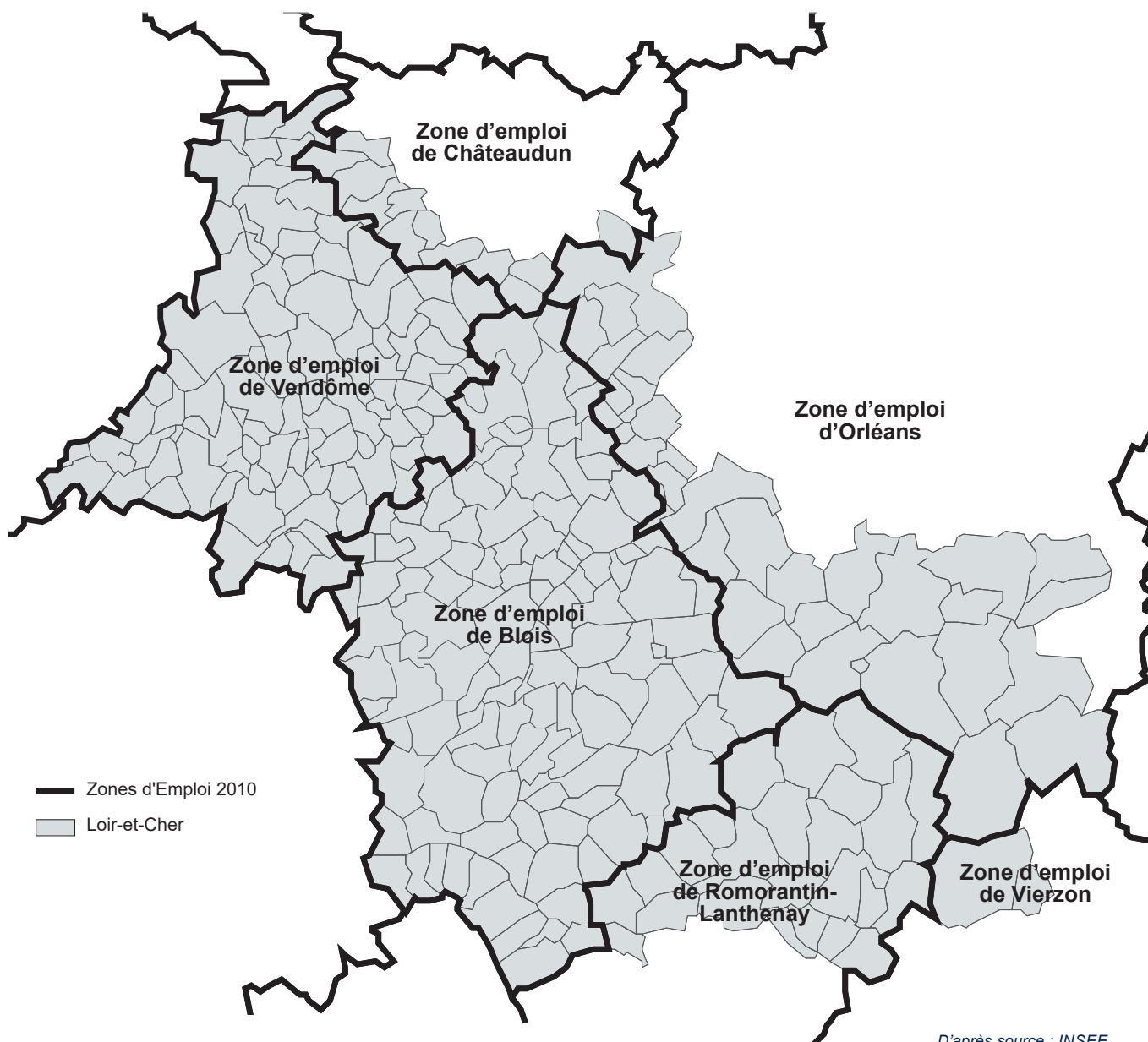
D'après source : INSEE - RP 2014

RÉPARTITION DES EMPLOIS DU LOIR-ET-CHER PAR ARRONDISSEMENT



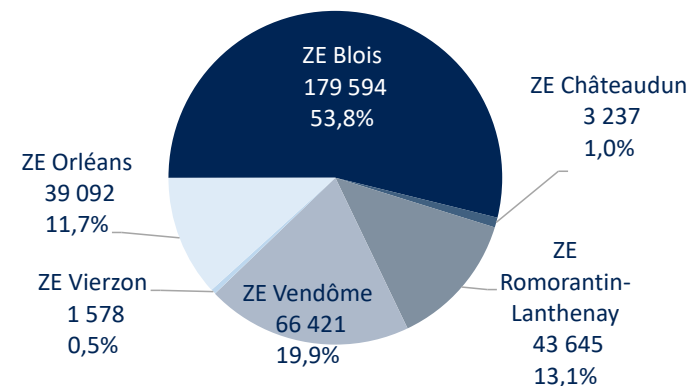
D'après source : INSEE - RP 2013

UN DÉPARTEMENT PARTAGÉ ENTRE 6 ZONES D'EMPLOI



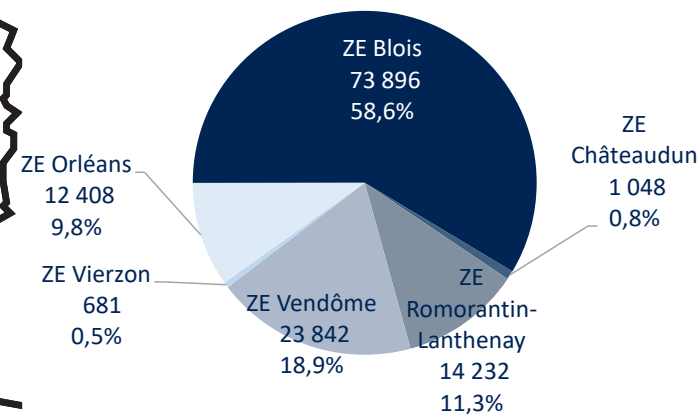
D'après source : INSEE

RÉPARTITION DE LA POPULATION DU LOIR-ET-CHER PAR ZONE D'EMPLOI



D'après source : INSEE - RP 2014

RÉPARTITION DES EMPLOIS DU LOIR-ET-CHER PAR ZONE D'EMPLOI



D'après source : INSEE - RP 2013

MÉTHODOLOGIE

Certaines communes ayant fusionné en 2016 ou 2017 peuvent se retrouver sur plusieurs zones d'emploi. Elles ont été rattachées à la zone d'emploi à laquelle appartenait à l'origine le chef-lieu de commune. Ainsi, Beauce-la-Romaine est rattachée à la ZE d'Orléans et Oucques-la-Nouvelle à la ZE de Blois

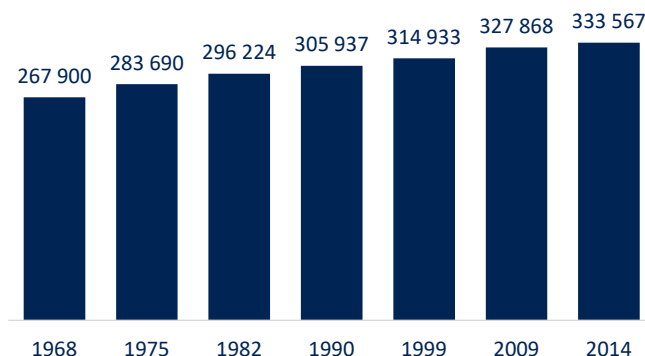


DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PLUS SOUTENUE QU'AU NIVEAU RÉGIONAL

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DU LOIR-ET-CHER DEPUIS 1968

(EN NOMBRE D'HABITANTS)



D'après source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremens, RP 1999, 2009 et 2014 exploitations principales.

Des évolutions de population très contrastées selon les territoires

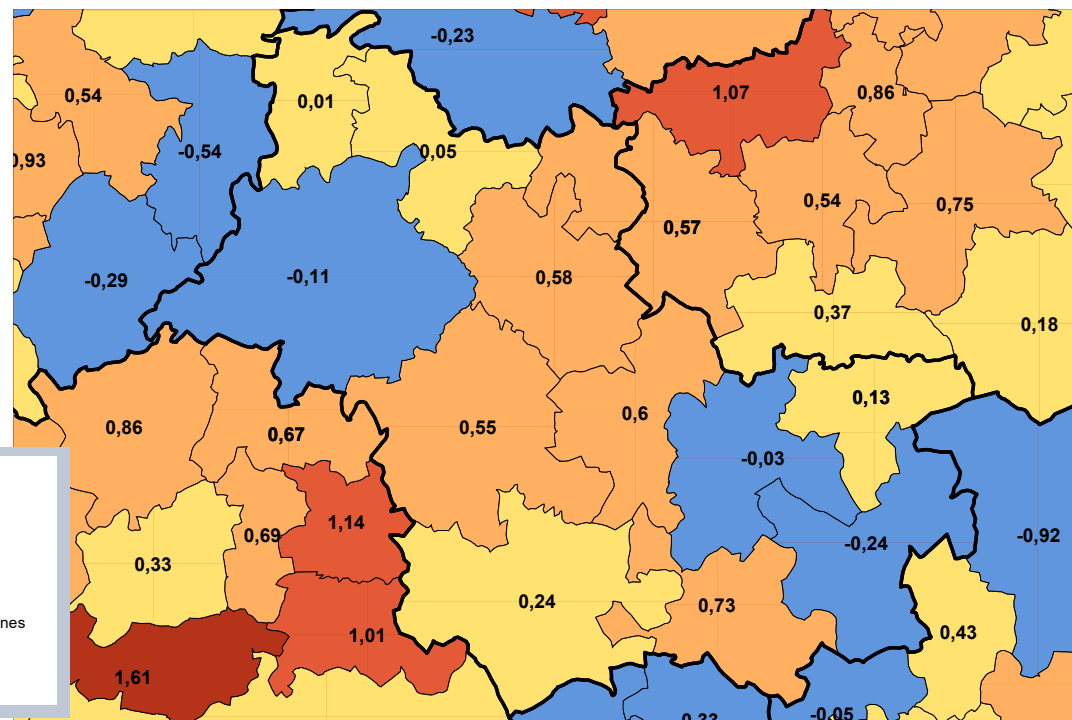
> La population du Loir-et-Cher s'accroît assez régulièrement sur longue période, à un rythme un peu ralenti mais désormais plus soutenu qu'en moyenne régionale. En 5 ans, de 2009 à 2014, le territoire a gagné 5 700 habitants supplémentaires mais des disparités importantes existent au sein du département.

> L'arrondissement de Blois concentre 45 % de la population loir-et-chérienne, principalement le long de l'axe ligérien. Il connaît une croissance démographique forte (+ 0,58 % en moyenne annuelle), plus soutenue qu'au niveau national et deux fois plus importante que celle de la région. Il gagne plus de 4 300 habitants en 5 ans et assure ainsi à lui seul les 3/4 de la croissance départementale.

> La population croît également dans l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay mais à un rythme ralenti (+ 0,3 % par an). Toutefois d'importantes disparités se dessinent au sein du périmètre. Le secteur de Romorantin a retrouvé une forte vitalité démographique après une période atone (la communauté de communes enregistre même le plus fort taux de croissance du Loir-et-Cher, + 0,73 % par an), tandis que la région de Salbris continue de souffrir et perd des habitants.

> La situation s'est dégradée dans le Vendômois qui voit sa population diminuer de 285 habitants au cours de ces cinq années. Les secteurs de Montoire-sur-le-Loir et de Savigny-sur-Braye semblent les plus touchés. Globalement les deux communautés du nord de l'arrondissement restent stables.

TAUX DE VARIATION ANNUEL MOYEN ENTRE 2009 ET 2014 (EN %)



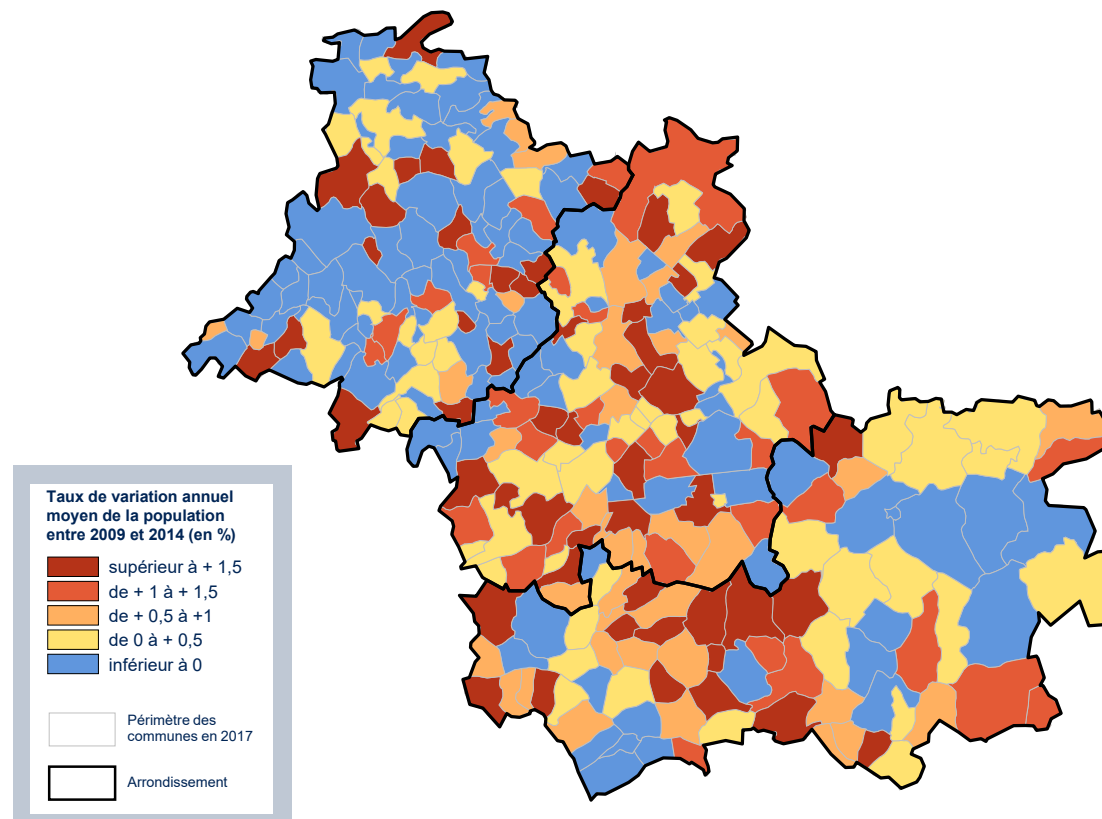
D'après source : INSEE - RP 2009 et 2014 Exploitations principales.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION PAR TERRITOIRE DEPUIS 1999

	Population			Évolution en %		Taux de variation annuel moyen (en %)	
	1999	2009	2014	99-09	09-14	99-09	09-14
Arrondissement de Blois	141 153	147 327	151 660	+ 4,4	+ 2,9	+ 0,43	+ 0,58
Arrondissement de Romorantin	105 643	109 879	111 530	+ 4,0	+ 1,5	+ 0,39	+ 0,30
Arrondissement de Vendôme	68 137	70 662	70 377	+ 3,7	- 0,4	+ 0,36	- 0,08
Loir-et-Cher	314 933	327 868	333 567	+ 4,1	+ 1,7	+ 0,40	+ 0,35
Région Centre-Val de Loire	2 439 962	2 538 590	2 577 435	+ 4,0	+ 1,5	+ 0,40	+ 0,30
France Métropolitaine	58 474 498	62 465 709	64 027 784	+ 6,8	+ 2,5	+ 0,66	+ 0,50

D'après source : INSEE - RP 1999, 2009 et 2014 Exploitations principales.

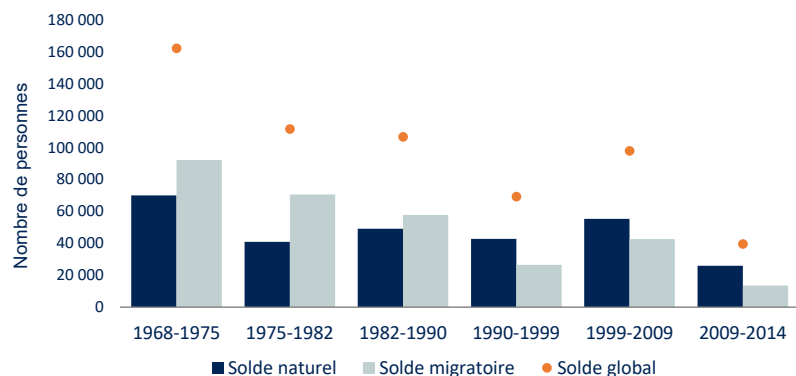
TAUX DE VARIATION ANNUEL MOYEN PAR COMMUNE ENTRE 2009 ET 2014 (EN %)



D'après source : INSEE - RP 2009 et 2014 Exploitations principales.

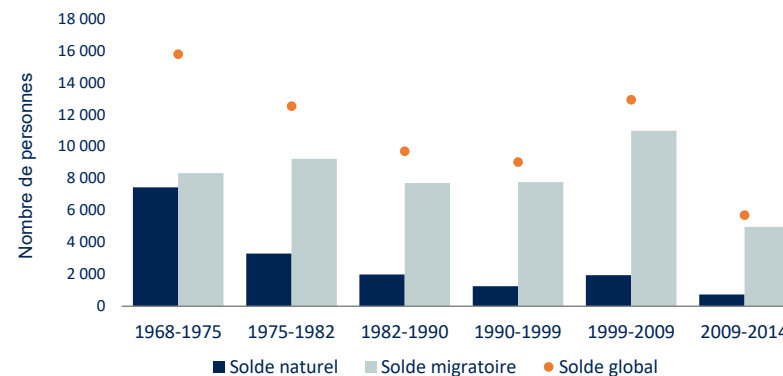
SOLDES NATUREL ET MIGRATOIRE ...

...EN CENTRE-VAL DE LOIRE



D'après source : INSEE

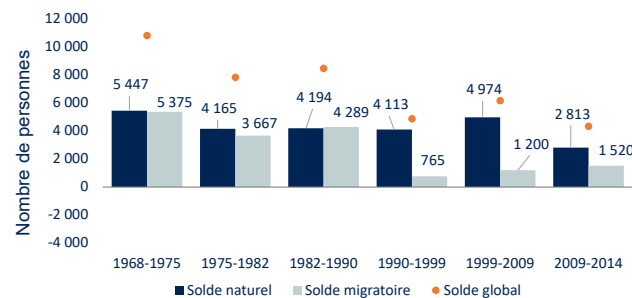
...EN LOIR-ET-CHER



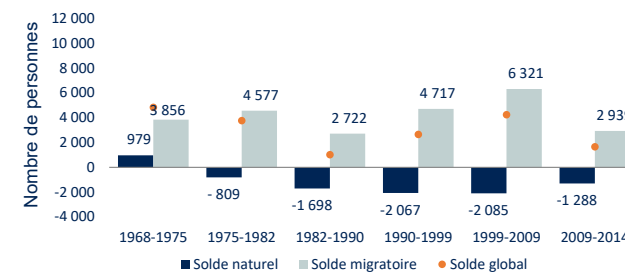
D'après source : INSEE

...PAR ARRONDISSEMENT

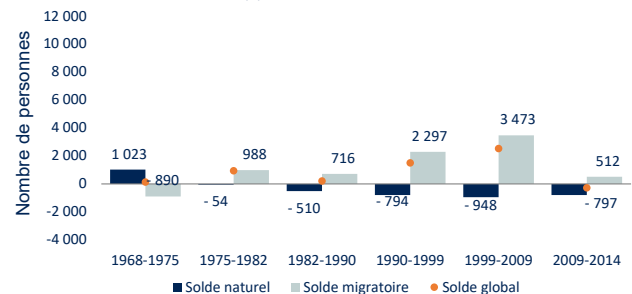
ARR. DE BLOIS



ARR. DE ROMORANTIN



ARR. DE VENDÔME



D'après source : INSEE

L'apport migratoire, moteur de la croissance démographique

> La **croissance démographique** du Loir-et-Cher repose essentiellement sur l'**apport migratoire** (représentant près de 5 000 habitants supplémentaires en 5 ans, soit près des 9/10èmes de la progression). C'est là un signe de son attractivité.

> Tous les périmètres communautaires du département gagnent plus d'habitants qu'ils n'en perdent dans ce jeu des mouvements résidentiels. La Vallée du Cher et le secteur de Romorantin étant les plus fortement attractifs au cours des années 2009-2014.

> Globalement la **croissance naturelle** est faible pour l'ensemble du département (+ 730 pour la période). Mais les écarts sont importants entre territoires.

> Seul l'**arrondissement de Blois** bénéficie d'un **solde naturel positif** (excédent des naissances sur les décès), qui paraît même plus élevé que le solde migratoire.

> La situation est inverse dans les **deux autres arrondissements** où les **soldes naturels** sont **négatifs** dans tous les périmètres communautaires. C'est là le **signe d'une population vieillissante**.

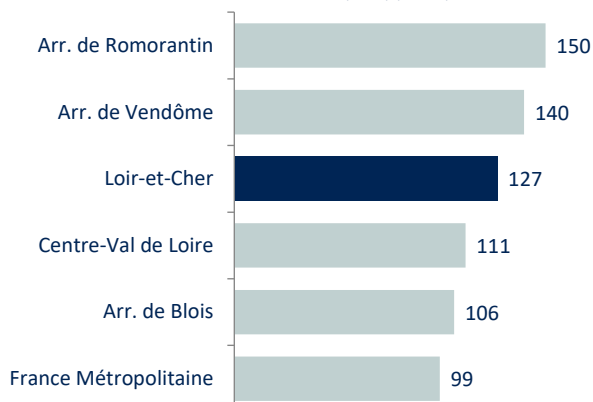
DÉFINITIONS

Le **solde naturel** est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Le **solde migratoire**, qui correspond au solde apparent des entrées sorties, est la différence entre le nombre de personnes entrées sur un territoire donné et le nombre de personnes qui en sont sorties, au cours de la période considérée. Il est obtenu par différence entre la variation totale de la population au cours de la période considérée et le solde naturel.

UN VIEILLISSEMENT MOINS MARQUÉ AUTOUR DE L'AXE LIGÉRIEN

INDICE DE VIEILLESSE PAR TERRITOIRE EN 2013



D'après source : INSEE, RP 2013 Exploitation principale

DÉFINITION

L'indice de vieillesse est le rapport de la population des 60 ans et plus à celle des moins de 20 ans. Un indice autour de 100 indique que les 60 ans ou plus et les moins de 20 ans sont présents dans à peu près les mêmes proportions sur le territoire. Plus l'indice est faible, plus le rapport est favorable aux jeunes ; plus il est élevé, plus le vieillissement est important.

127 seniors pour 100 jeunes

> Près de 30 % des habitants du Loir-et-Cher ont 60 ans ou plus, contre environ un quart en moyenne régionale ou métropolitaine.

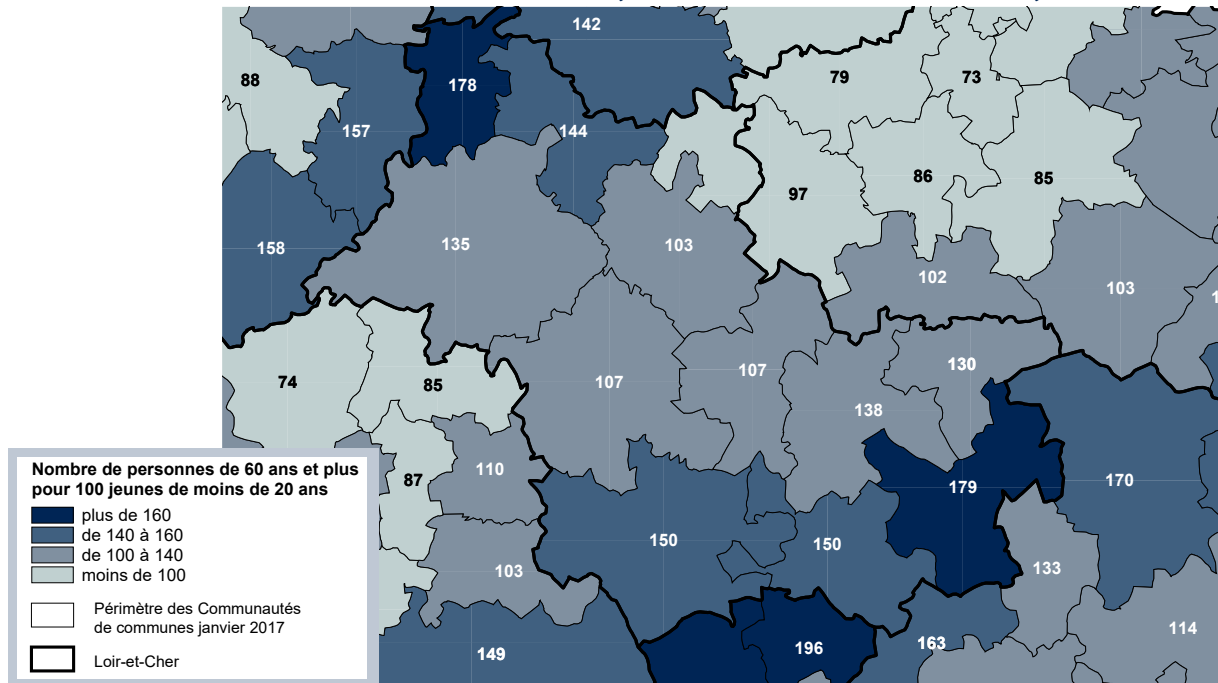
> Parallèlement, les jeunes de moins de 30 ans représentent un tiers de la population, soit sensiblement moins que dans la région ou le pays.

> L'indice de vieillesse du département est assez élevé : 127 personnes de 60 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans en 2013, soit 16 points de plus que pour l'ensemble de la région,

> Cet indice progresse continuellement. Il est particulièrement élevé dans l'arrondissement de Vendôme (140) et plus encore dans celui de Romorantin (150).

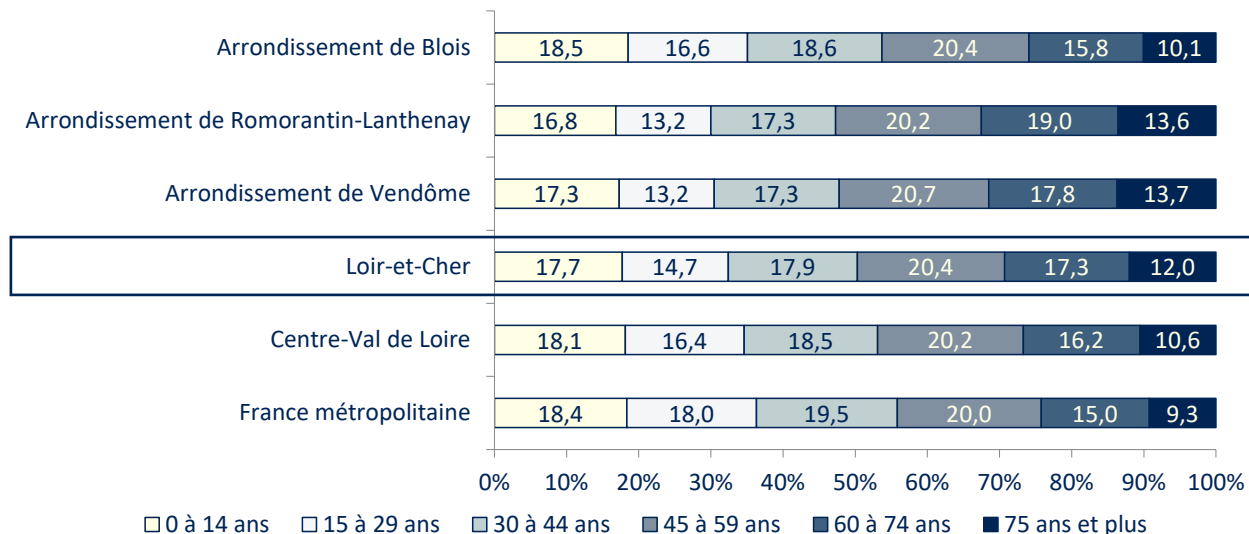
> En revanche, la structure par âge de la population est mieux équilibrée dans l'arrondissement de Blois qui bénéficie de la présence d'une proportion plus importante de jeunes. Son indice de vieillesse (106) est assez peu éloigné de l'indice national.

INDICE DE VIEILLESSE EN 2013 PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES OU D'AGGLOMÉRATION



D'après source : INSEE, RP 2013 Exploitation principale.

RÉPARTITION PAR GRANDE TRANCHE D'ÂGE SELON LE TERRITOIRE EN 2013 (EN %)



D'après source : INSEE, RP 2013 Exploitation principale

HAUSSE DU PARC DE LOGEMENT...

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS ENTRE 2008 ET 2013 SELON LE TYPE ET LE TERRITOIRE (EN %)

DÉFINITION

Un **ménage**, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Une **résidence principale** est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

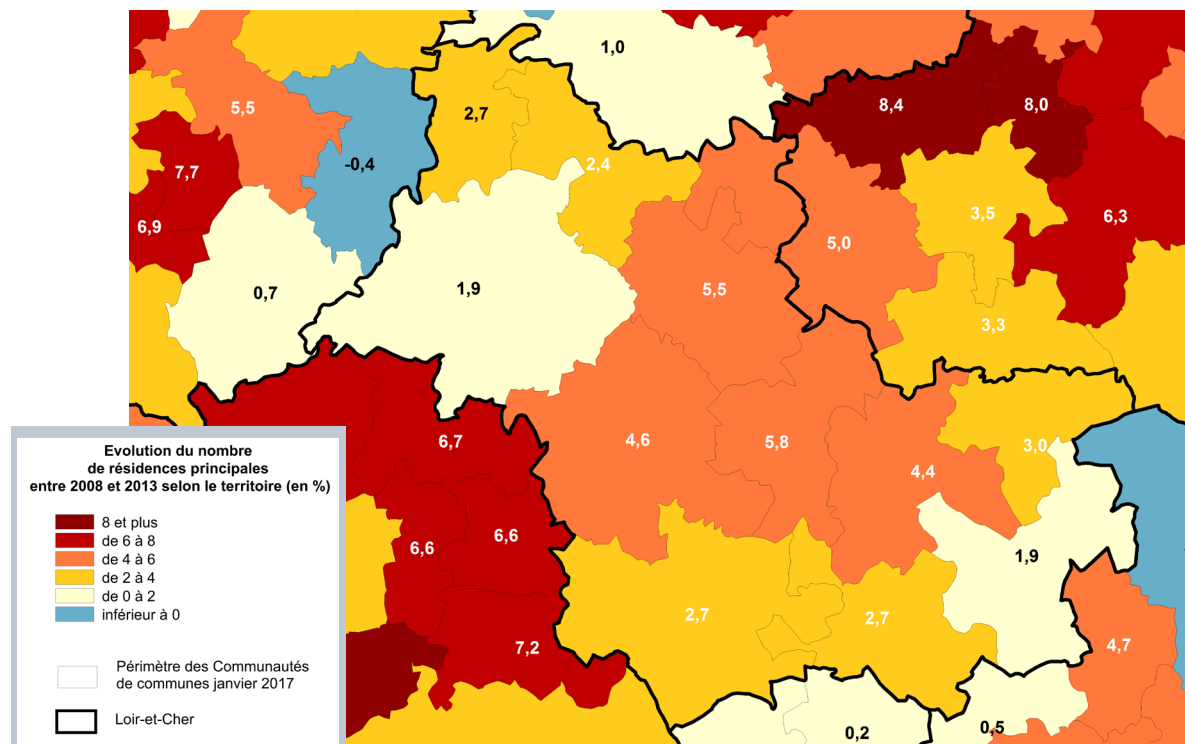
	Logements			Résidences principales			Résidences secondaires et logements occasionnels			Logements vacants		
	2008	2013	Evol. (en %)	2008	2013	Evol. (en %)	2008	2013	Evol. (en %)	2008	2013	Evol. (en %)
Arr. de Blois	72 928	76 828	+ 5,3	63 298	66 448	+ 5,0	3 661	3 620	- 1,1	5 969	6 760	+ 13,3
Arr. de Romorantin	60 600	63 132	+ 4,2	48 124	49 456	+ 2,8	7 115	6 788	- 4,6	5 360	6 888	+ 28,5
Arr. de Vendôme	38 442	39 505	+ 2,8	30 822	31 450	+ 2,0	4 337	4 080	- 5,9	3 283	3 975	+ 21,1
Loir-et-Cher	171 970	179 465	+ 4,4	142 245	147 354	+ 3,6	15 113	14 488	- 4,1	14 612	17 623	+ 20,6
Centre-Val de Loire	1 282 672	1 340 702	+ 4,5	1 097 234	1 134 388	+ 3,4	87 315	84 748	- 2,9	98 123	121 566	+ 23,9
France métropolitaine			+ 5,5			+ 4,5			+ 3,2			+ 22,1

D'après source : INSEE RP 2008 et 2013

... mais forte hausse de la vacance des logements

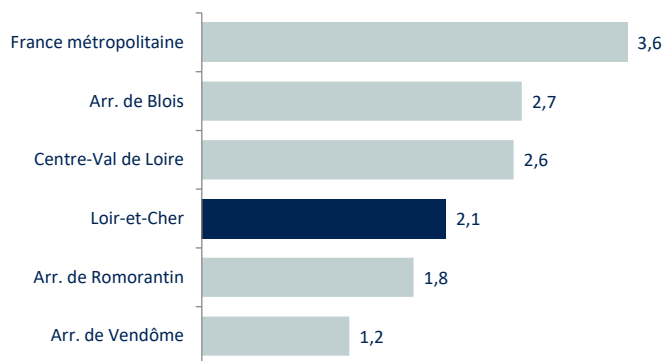
- > Le département compte environ **180 000 logements en 2013**. Leur nombre a progressé de 4,4 % depuis 2008 (évolution proche du niveau régional).
- > De **2008 à 2013**, le département a gagné **7 500 logements pour 5 100 ménages supplémentaires**.
- > Le parc des résidences principales progresse moins vite que l'ensemble du parc des logements. Son rythme de croissance est particulièrement élevé dans les territoires à forte dynamique démographique.
- > En revanche le parc des résidences secondaires est en recul de 4 % (et même de près de 6 % dans le Vendômois)
- > Parallèlement, la vacance a fortement augmenté : **3 000 logements vacants de plus en 5 ans (+ 20,6 %)**. Désormais, **9,8 % du parc est vacant** (0,7 point de plus qu'en région) ; **17 600 logements sont concernés**. La situation est plus marquée dans les arrondissements de Romorantin et Vendôme, respectivement 10,9 % et 10,1 % du parc.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RÉSIDENCES PRINCIPALES ENTRE 2008 ET 2013 SELON LE TERRITOIRE (EN %)

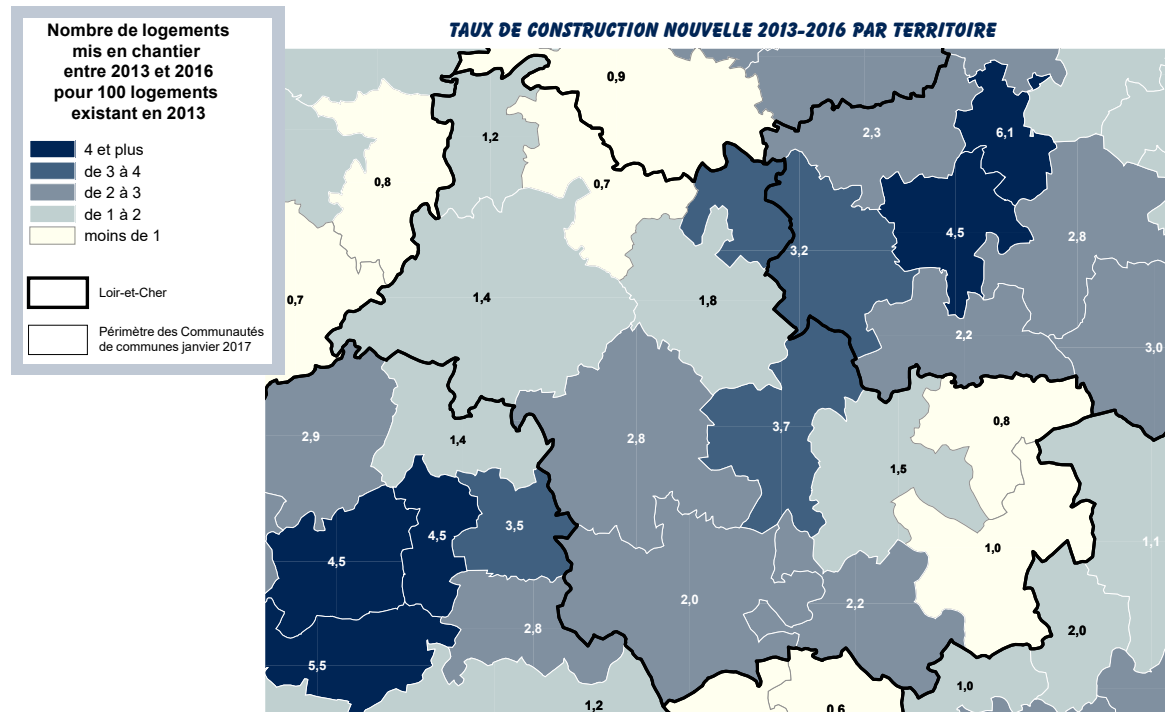


D'après source : INSEE, RP 2008 et 2013 Exploitations principales.

TAUX DE CONSTRUCTION NOUVELLE 2013-2016 PAR TERRITOIRE (NB DE LOGEMENTS COMMENCÉS ENTRE 2013 ET 2016 POUR 100 LOGEMENTS EXISTANT EN 2013)



D'après sources : SITADEL2 - INSEE, RP 2013



D'après sources SITADEL2 - INSEE RP 2013

MÉTHODOLOGIE

Les chiffres portent sur le nombre total de logements répartis en logements ordinaires et logements en résidence. Au sein des logements ordinaires, on distingue les logements individuels (purs et groupés) et les logements collectifs. Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte.

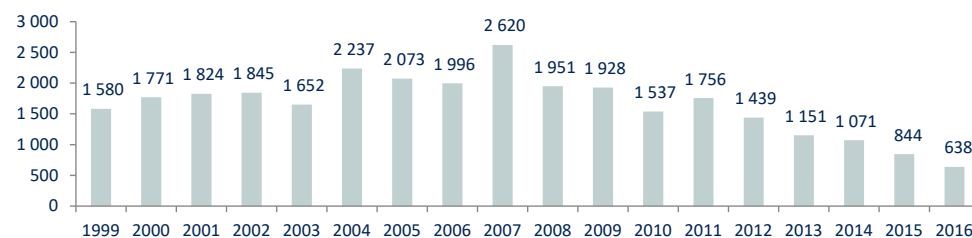
Une faible dynamique de construction

> **3 700 logements ont été mis en chantier au cours de la période récente (2013-2016)** dans le département de Loir-et-Cher, la plupart correspondant à des opérations individuelles.

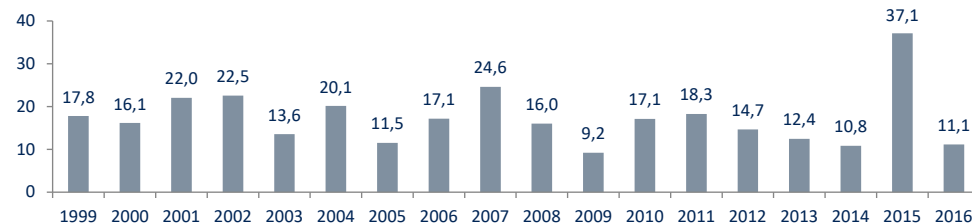
> Le **rythme de construction a très nettement ralenti** en Loir-et-Cher comme dans de nombreux territoires. 926 logements construits en moyenne par an contre 1 665 entre 2009 et 2012 (soit **moitié moins**). Entre 1999 et 2008, le nombre moyen était de 2 112 unités par an.

> Le **taux global de construction nouvelle est de 2,1 logements commencés entre 2013 et 2016 pour 100 logements existants** en 2013. Les nouvelles constructions sont plus nombreuses en proportion dans les vallées de la Loire et du Cher.

NOMBRE DE LOGEMENTS MIS EN CHANTIER EN LOIR-ET-CHER DEPUIS 1999



PART DES LOGEMENTS COLLECTIFS DANS LES LOGEMENTS MIS EN CHANTIER EN LOIR-ET-CHER DEPUIS 1999 (EN %)



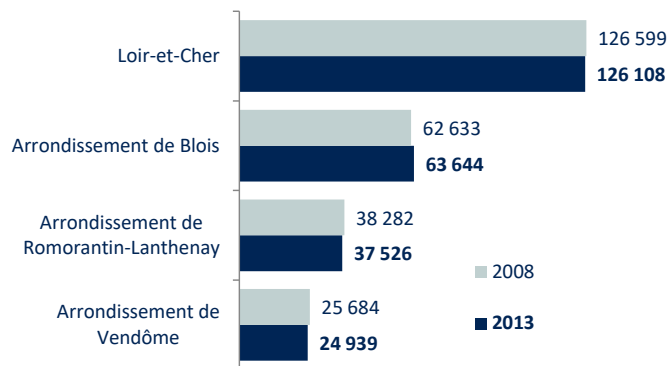
D'après source : SITADEL2



DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES

EMPLOI TOTAL : 500 EMPLOIS PERDUS ENTRE 2008 ET 2013

NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS PAR TERRITOIRE



D'après source : INSEE - RP 2008 et 2013

NOMBRE ET ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL SELON LE TERRITOIRE

	Nombre d'emplois		Évolution du nombre d'emplois	
	2008	2013	En nombre	En %
Arrondissement de Blois	62 633	63 644	+ 1 011	+ 1,6
Arrondissement de Romorantin-Lanthenay	38 282	37 526	- 756	- 2,0
Arrondissement de Vendôme	25 684	24 939	- 745	- 2,9
Loir-et-Cher	126 599	126 108	- 491	- 0,4
Région Centre-Val de Loire	1 005 789	989 011	- 16 778	- 1,7
France métropolitaine				+ 0,7

D'après source : INSEE RP 2008 et 2013

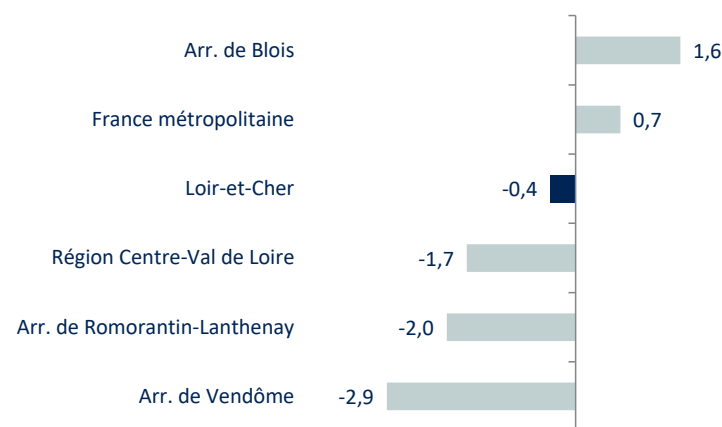
Seul l'arrondissement de Blois a gagné des emplois entre 2008 et 2013

> Le Loir-et-Cher comptait environ **126 100 emplois** début 2013 (toutes catégories confondues), soit **490 de moins** que 5 années plus tôt (- **0,4 %**). Le recul est moins accentué que dans l'ensemble de la région mais le résultat contraste avec celui, positif, de la France métropolitaine (+ 0,7 %).

> Cette évolution n'est pas homogène sur tout le territoire. Sur cette période, **seul l'arrondissement de Blois affiche une croissance positive**, tandis que celui de Romorantin-Lanthenay, et plus encore celui de Vendôme, connaissent un recul allant de 2 à 3 %.

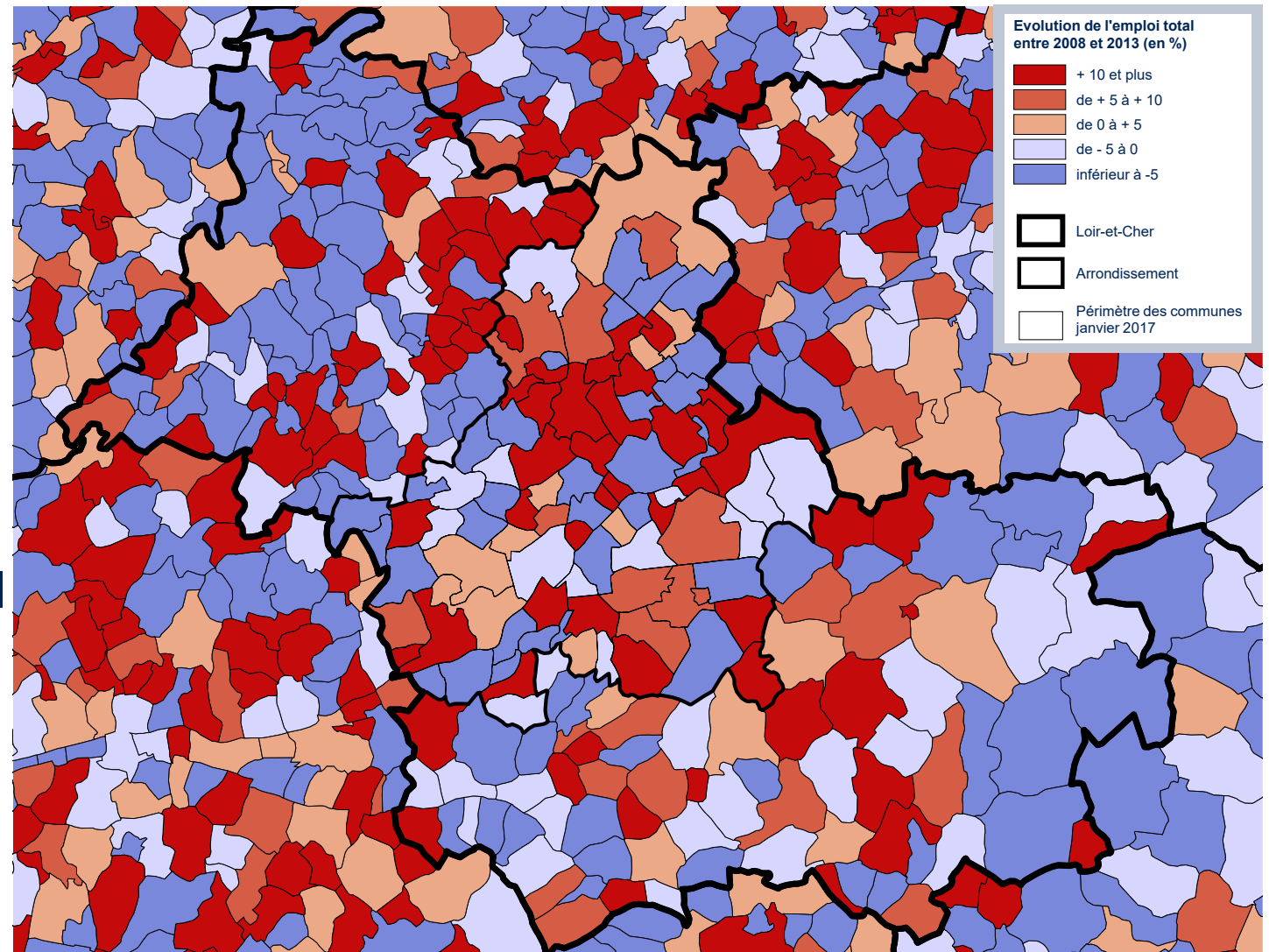
> **Au sein même de ces territoires, les évolutions paraissent très contrastées** : les pertes sont fréquentes et marquées dans le Perche, le secteur de Montoire, l'Est de la Sologne, en Vallée du Cher ; les gains sont plus fréquents sur l'axe ligérien, dans la partie beauceronne au nord de Blois, le Haut-Vendômois, le Controis et la région autour de Romorantin.

ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS ENTRE 2008 ET 2013 (EN %)



D'après source : INSEE - RP 2008 et 2013

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2008 ET 2013 PAR COMMUNE



MÉTHODOLOGIE

Les sources des données sur l'emploi

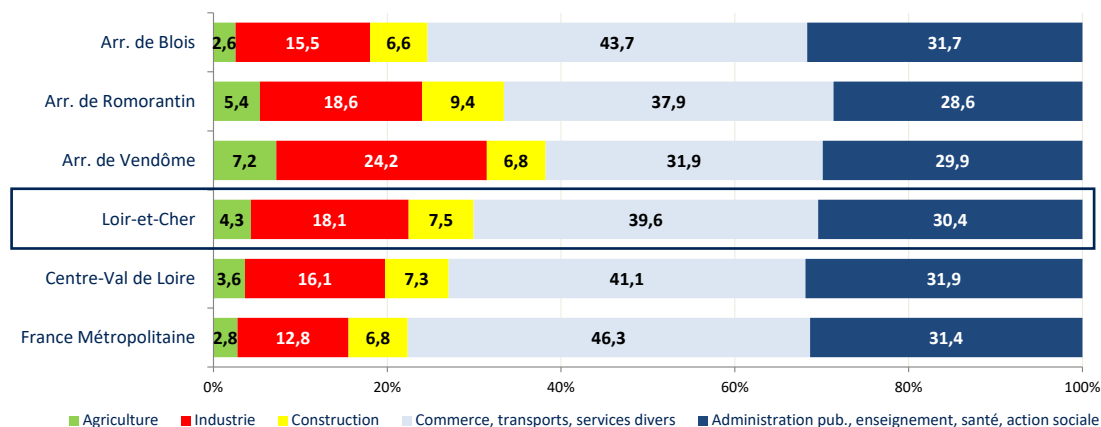
Deux sources sont principalement mobilisables pour analyser l'emploi ; elles présentent chacune des caractéristiques différentes et apportent en conséquence des éclairages complémentaires.

Le **recensement de l'INSEE** permet de faire le point sur l'ensemble des emplois, de façon détaillée, tant par activité que par territoire. Il permet donc une analyse structurelle ; il est toutefois connu avec un certain décalage temporel (3 ans). Les dernières données publiées sont millésimées 2013.

L'**URSSAF** publie chaque année (avec réropolation depuis 2008) le détail des emplois salariés du secteur privé non agricole, par activité et par commune. Le décalage est de 9 mois pour les données provisoires. Cette série prend la suite de Pôle emploi, mais les données ne sont pas comparables.

L'ÉCONOMIE LOCALE EN PLEINE MUTATION

RÉPARTITION COMPARÉE DE L'EMPLOI TOTAL PAR GRAND SECTEUR D'ACTIVITÉS SELON LE TERRITOIRE EN 2013 (EN %)



D'après source : INSEE, RP 2013

Recul des activités du "Faire"

> Cette évolution s'accompagne d'une **transformation relativement rapide de l'économie locale**. Les activités relevant du «Faire» (produire, fabriquer, construire) demeurent très présentes mais elles perdent du poids au profit des activités tertiaires ; l'économie résidentielle progresse.

> Au cours de la période 2008-2013, l'**industrie** a de nouveau été confrontée à la fermeture d'établissements et à la **suppression de postes de travail** qui apparaissent cependant moins vigoureuses localement. L'industrie demeure significative, représentant **18 % de l'emploi local**, ce qui place le Loir-et-Cher au 15^{ème} rang national pour cet indicateur.

> **L'agriculture perd des emplois** ; son influence se réduit aussi, ici comme ailleurs ; elle offre encore 4 % des emplois, soit davantage que dans la région ou le pays tout entier.

> Les activités de la **construction** ont légèrement diminué au cours de cette période : elles pouvaient encore à plus de 7 % des emplois, soit légèrement plus qu'en région ou qu'en France.

> Les secteurs relevant du **tertiaire, marchand (surtout) et non marchand**, ont en revanche progressé, dopant de ce fait leur poids au sein de l'économie locale.

> Globalement, les trois secteurs productifs (agriculture, industrie et construction) représentent à présent 30 % des emplois du département, soit 2 points de moins que cinq ans auparavant.

> Au sein du département, **le profil économique des arrondissements apparaît très contrasté**. Dans ceux de Romorantin-Lanthenay et plus encore de Vendôme, les activités relevant du «Faire» sont particulièrement présentes (respectivement 33 % et 38 % des emplois), ce sont aussi celles qui subissent les pertes d'emplois les plus conséquentes. Dans le Blaisois, la proportion d'emplois tertiaires y est désormais très élevée ; la structure de l'économie se rapproche de celle de la France métropolitaine.

ÉVOLUTION DE LA PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LE TOTAL DES EMPLOIS ENTRE 2008 ET 2013 SELON LE TERRITOIRE (EN POINTS)

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce, transports, services divers	Administration publique, enseignement, santé, action sociale
Arr. de Blois	- 0,5	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,2
Arr. de Romorantin	- 0,9	- 2,8	- 0,1	+ 2,7	+ 1,1
Arr. de Vendôme	- 0,6	- 2,5	0,0	+ 1,0	+ 2,0
Loir-et-Cher	- 0,6	- 1,3	- 0,3	+ 1,6	+ 0,6
Centre-Val de Loire	- 0,3	- 1,9	- 0,1	+ 1,1	+ 1,1
France Métropolitaine	- 0,2	- 1,5	- 0,1	+ 1,0	+ 0,8

D'après source : INSEE, RP 2008 et 2013

Les professions de la « production concrète » très présentes

> L'analyse des fonctions exercées dans ces emplois (dite analyse fonctionnelle des emplois) confirme sans surprise la **forte présence locale des professions de la sphère productive** qui sont nettement surreprésentées dans l'arrondissement. C'est le cas aussi des professions liées aux **services de proximité**.

> D'autres professions en revanche y sont comparativement **moins développées**. Citons plus particulièrement celles dévolues aux activités de **gestion** d'entreprises, de la banque et de l'assurance, à l'enseignement et à la **formation**, au **conseil**, à la **recherche** / innovation, à la culture et aux loisirs...

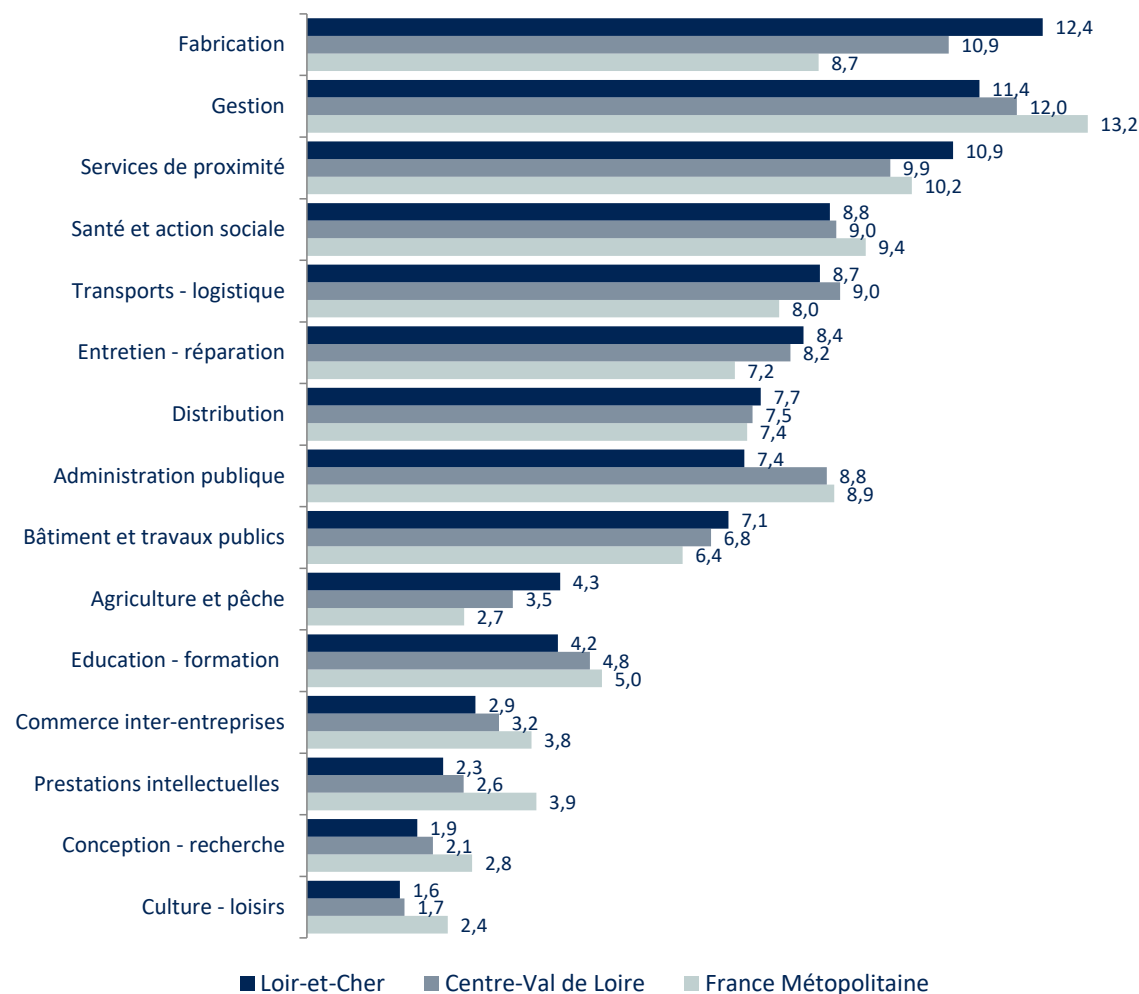
MÉTHODOLOGIE

L'analyse fonctionnelle des emplois propose des **regroupements des professions**, définis à travers la nomenclature PCS, pour faire apparaître de grandes fonctions, transversales aux secteurs d'activité.

15 fonctions ont été définies :

- **Conception - recherche** : professions de la conception, de la recherche et de l'innovation. Dans l'industrie, elles recouvrent les phases préliminaires à la fabrication. Elle se distingue de la fonction Prestations intellectuelles par la dimension d'innovation incluse dans les travaux des métiers concernés ;
- **Prestations intellectuelles** : professions de mise à disposition de connaissances spécifiques pour le conseil, l'analyse, l'expertise, etc. ;
- **Agriculture et pêche** : ensemble des professions concourant directement à la production agricole, à la pêche ou à l'exploitation forestière ;
- **Bâtiment et travaux publics** : ensemble des professions concourant directement à la construction de bâtiments et d'ouvrages de travaux publics ;
- **Fabrication** : ensemble des professions consistant à mettre en œuvre des matériels ou des processus techniques, hors agriculture et pêche et hors BTP. Pour l'essentiel il s'agit des métiers concourant directement aux différentes étapes de la production de biens matériels et d'énergie ;
- **Commerce inter-entreprises** : professions en relation directe avec le commerce de gros et le commerce entre les entreprises, que ce soit pour l'achat ou la vente ;
- **Gestion** : professions de la gestion d'entreprise, de la banque et de l'assurance ;
- **Transports - logistique** : professions du transport des personnes et des flux de marchandises ;
- **Entretien - réparation** : professions prioritairement orientées vers l'entretien et la maintenance (hors bâtiment et travaux publics), ainsi que le traitement des déchets (et par extension l'environnement) ;
- **Distribution** : ensemble des professions de la vente aux particuliers, y compris l'artisanat commercial ;
- **Services de proximité** : professions des services de la vie courante (hors distribution, transport, éducation et santé) ;
- **Éducation - formation** : métiers de l'enseignement scolaire et universitaire (primaire, secondaire et supérieur) et de la formation professionnelle, y compris l'organisation de ces enseignements. Cette fonction n'intègre pas les animateurs sportifs ou de loisirs qui sont inclus dans la fonction Culture-loisirs ;
- **Santé et action sociale** : professionnels de la santé et de l'action sociale, y compris les pharmaciens ;
- **Culture - loisirs** : professions de la culture et des loisirs, sportifs ou non ;
- **Administration publique** : emplois liés aux activités régaliennes et d'administration de l'État et des collectivités locales, hors services de la santé, de l'éducation. Elle intègre en particulier toutes les professions de la sécurité publique et de la justice.

RÉPARTITION DES EMPLOIS SELON LA FONCTION EXERCÉE EN 2013 (EN %)



D'après source : Insee, RP 2013 Exploitation complémentaire au lieu de travail

ANALYSE FONCTIONNELLE DES EMPLOIS - PART COMPARÉE DES FONCTIONS DANS L'EMPLOI TOTAL EN 2013 (EN %)

	Services aux entreprises et aux particuliers		Production concrète		Économie présenteielle		Services aux entreprises		Conception Recherche	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Arrondissement de Blois	11 069	17,4	12 475	19,6	26 261	41,4	12 303	19,4	1 398	2,2
Arrondissement de Romorantin	6 390	17,0	10 107	26,9	15 601	41,5	5 080	13,5	408	1,1
Arrondissement de Vendôme	4 047	16,3	7 467	30,0	9 358	37,6	3 436	13,8	548	2,2
Loir-et-Cher	21 506	17,1	30 049	23,9	51 220	40,7	20 819	16,5	2 354	1,9
Région Centre-Val de Loire	170 203	17,2	209 572	21,2	411 677	41,6	177 225	17,9	21 109	2,1
France métropolitaine		15,2		17,7		43,4		20,9		2,8

D'après source : INSEE RP 2013 exploitation complémentaire au lieu de travail

Des fonctions exercées très différentes selon les territoires

> Au sein des arrondissements, l'importance des catégories de professions exercées varie considérablement, en lien avec les constats opérés ci-avant pour les secteurs d'activités.

> Ceux de Blois et de **Romorantin-Lanthenay** bénéficient d'une **économie présenteielle** désormais très affirmée, regroupant **41 % des professions exercées**, soit une proportion similaire à celle de la région et assez proche du niveau national.

> La part des professions attachées à la production concrète est en revanche nettement plus élevée dans le Vendômois.

> Les services aux entreprises sont sans surprise davantage développés dans le Blaisois.

MÉTHODOLOGIE

L'analyse fonctionnelle des emplois propose des **regroupements des professions**, définis à travers la nomenclature PCS, dans le but de faire apparaître de grandes fonctions, transversales aux secteurs d'activité (15 fonctions ont été définies - voir page précédente).

En amont de la production concrète, la conception-recherche comprend des chercheurs, des techniciens de recherche, des ingénieurs et des cadres d'études et de recherche-développement, notamment dans les nouvelles technologies.

L'agriculture (y compris les métiers de la pêche et de l'exploitation forestière), la fabrication (dans la production industrielle ou artisanale, intégrant les opérateurs de saisie et les techniciens de télécommunications) et le secteur des bâtiment et travaux publics sont qualifiés de **production concrète**.

Les professions liées aux services à la population ou au fonctionnement de la société relèvent de l'économie dite "**présenteielle**" : la distribution, les services de proximité, les métiers de la santé et du social, ceux de l'éducation et de la formation, la fonction culture-loisirs et l'administration publique.

Plusieurs fonctions fournissent des **services aux entreprises**, traités en interne ou externalisés : la gestion, le commerce inter-entreprises et les prestations intellectuelles.

Les deux dernières fonctions recensent des **professions en relation directe aussi bien avec les entreprises qu'avec les ménages** : l'entretien-réparation et les transports-logistique.

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ : DE FORTES PERTES AU COURS DES ANNÉES RÉCENTES...

MÉTHODOLOGIE

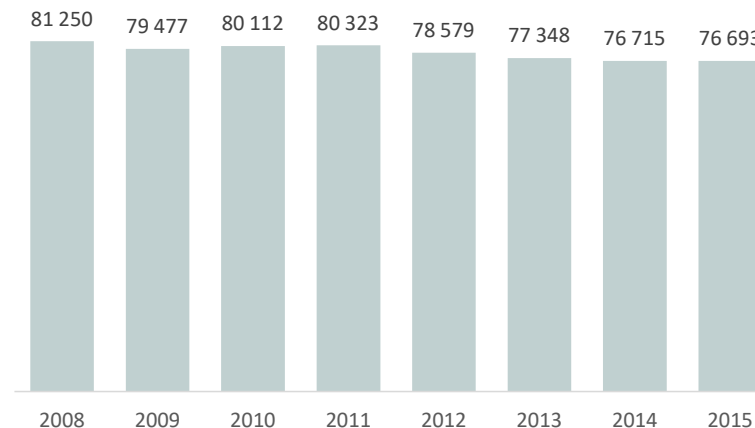
Nouvelle série sur l'emploi salarié

Suite à un transfert de compétences entre Pôle emploi et l'URSSAF, c'est cette dernière qui est désormais chargée de publier les données sur l'emploi salarié et le nombre d'établissements employeurs au 31 décembre, par commune et activité détaillée.

Les premières statistiques ont été publiées en août 2013 ; la série est établie depuis 2008.

Précision importante : les informations ne coïncident pas complètement avec celles de Pôle emploi. Il est donc impossible de comparer avec des données antérieures à 2008.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ NON AGRICOLE EN LOIR-ET-CHER DEPUIS 2008 (EN NB)



D'après source : URSSAF

... mais la tendance s'est inversée en 2016

Les données sur l'emploi total sont connues jusqu'en 2013 (au 1er janvier). Pour appréhender les évolutions récentes, il est nécessaire de se reporter aux statistiques publiées par l'Urssaf. Elles concernent l'emploi salarié privé non agricole.

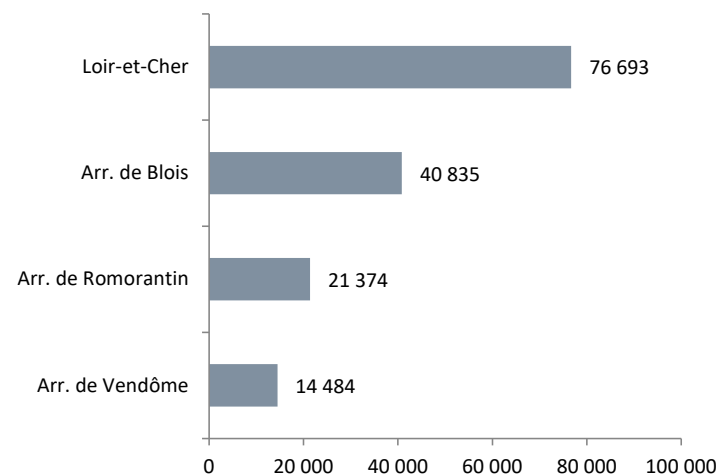
> Depuis le début 2013, le Loir-et-Cher a **continué à perdre des emplois** : près de **1 900 postes** salariés du secteur privé en trois ans. **Il en compte** à présent près de **76 700**.

> Cependant, une inversion de tendance semble s'être opérée. Les pertes sont faibles en 2015 (une vingtaine de postes). Les données encore provisoires disponibles pour le département **en 2016** semblent confirmer cette reprise. **Le gain serait de 820 emplois**.

> Les territoires au sein du département n'ont pas évolué de manière semblable, loin s'en faut.

> Du début 2013 à fin 2015, le volume d'emplois a fortement décliné dans le Blaisois, sans discontinuer (- 1 450 emplois) ; dans l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay, le bilan sur les 3 années est négatif (- 550) mais la situation s'est inversée en 2015, le territoire gagnant de nouveau des emplois. Dans le Vendômois, le retournement de tendance est intervenu en 2014 et le bilan des 3 années est positif (+ 120).

NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS SALARIÉS DU SECTEUR PRIVÉ NON AGRICOLE AU 31/12/2015 PAR TERRITOIRE

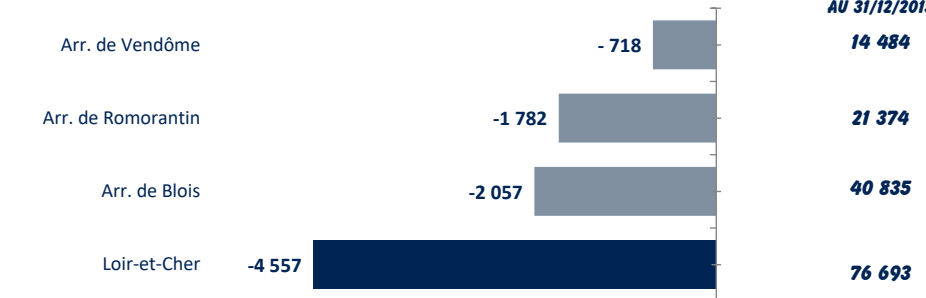


D'après source : URSSAF

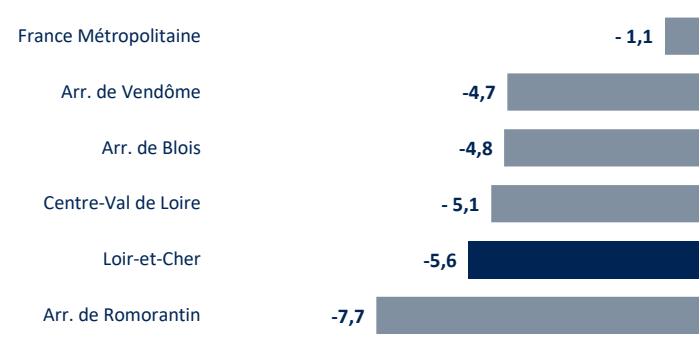
**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS
ENTRE 2008 ET 2015 SELON LE TERRITOIRE (HORS AGRICULTURE)**

EN NOMBRE

**NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS SALARIÉS
DU SECTEUR PRIVÉ NON AGRICOLE
AU 31/12/2015**

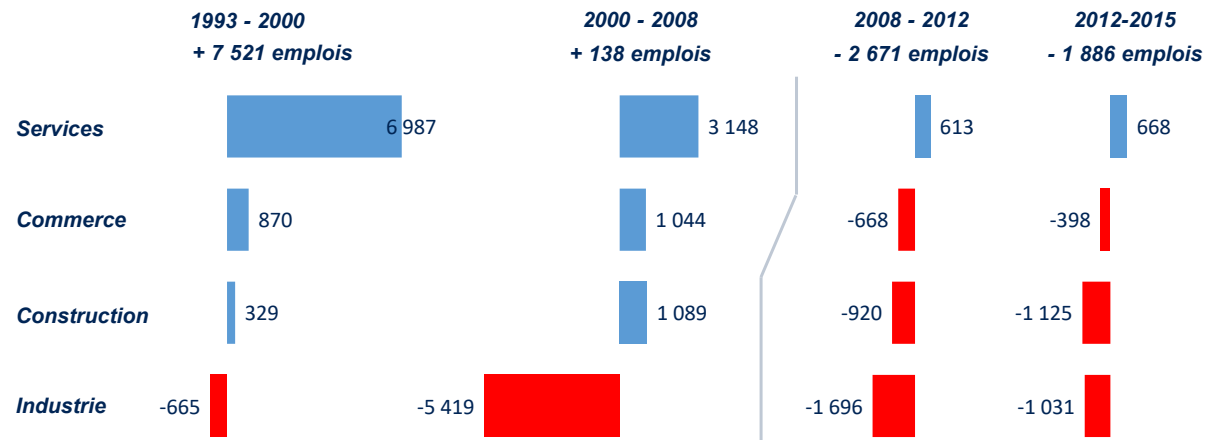


EN %



D'après source : URSSAF

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ (HORS AGRICULTURE) EN LOIR-ET-CHER



D'après sources : UNEDIC (1993 à 2008) et URSSAF (2008 à 2015)

De grosses pertes dans l'industrie, un décrochage de la construction

> Les pertes d'emplois du privé concernent 3 des 4 grands secteurs d'activité (hors agriculture).

> Rien qu'au cours des **trois années 2013 à 2015**, environ **1 030 emplois ont été supprimés dans l'industrie**. Le rythme des pertes apparaît toutefois relativement proche de celui observé pour la région et la France métropolitaine. Il s'agit donc d'une mutation profonde touchant l'ensemble des économies. Les difficultés semblent un peu plus vives dans le sud du département ; le secteur industriel vendômois paraît mieux résister.

> En 7 années, depuis 2008, le Loir-et-Cher a perdu 2 730 emplois salariés industriels.

> Le secteur de la **construction**, très présent localement, a connu au cours des années récentes une **crise générale** très dure, alimentée par une **chute abyssale de la mise en chantier de logements**, entraînant la disparition de nombreux établissements et emplois. Il semble toutefois, selon les données conjoncturelles récentes, que la situation soit sur le point de changer.

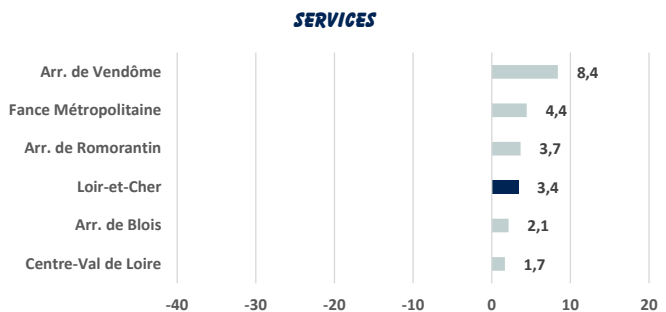
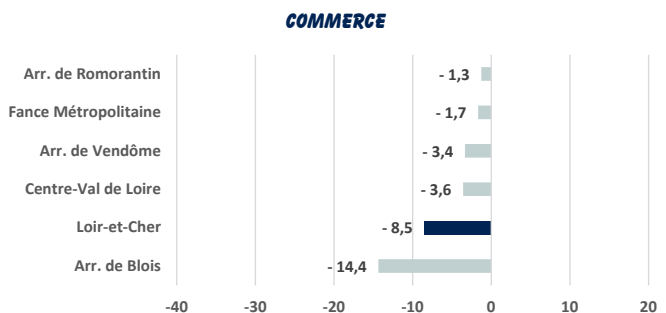
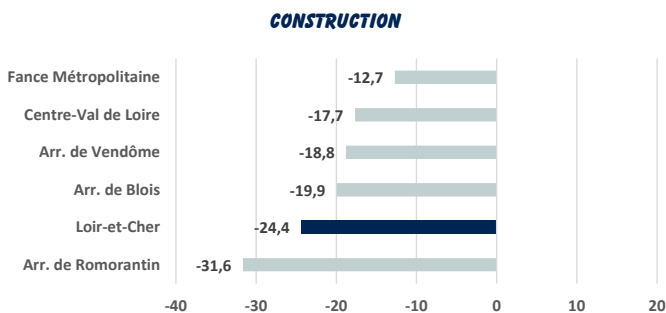
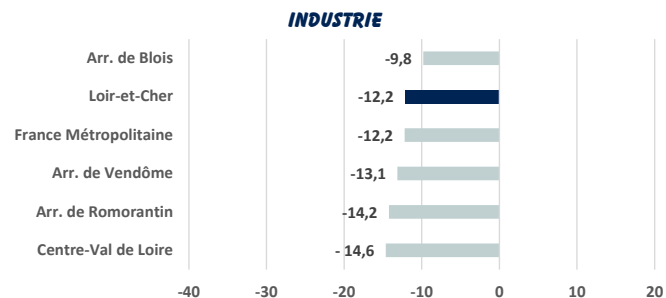
> Au cours des 3 dernières années, **1 120 emplois ont été supprimés** dans ce secteur dans le département. Ce qui apparaît singulier c'est la **vigueur du reflux**, nettement plus accusé qu'ailleurs. Celui-ci est particulièrement fort dans l'arrondissement du sud (suppression d'1 emploi sur 5 en 3 ans). En 7 années, la construction a vu disparaître un quart de ses effectifs dans le Loir-et-Cher (plus de 2 000).

> Le **commerce a perdu 400 emplois depuis début 2013** (et un millier depuis 2008, soit - 8 %). Pour ce secteur également le recul est sensiblement plus sévère localement ; il est particulièrement fort dans le Blaisois.

> Les activités de **services progressent** de près de **670 emplois en 2013-2015**. Les situations locales sont cependant très contrastées : le Vendômois connaît une augmentation soutenue (+ 9 % en 3 ans), tandis que le Blaisois recule de 1 %.

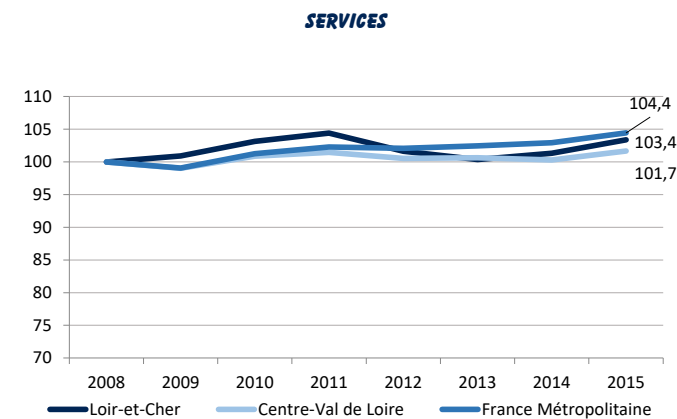
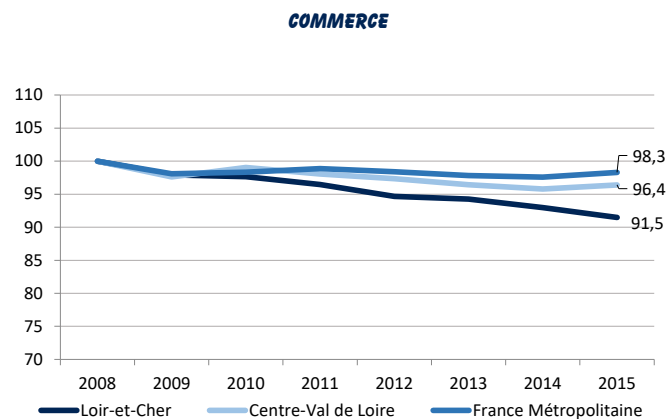
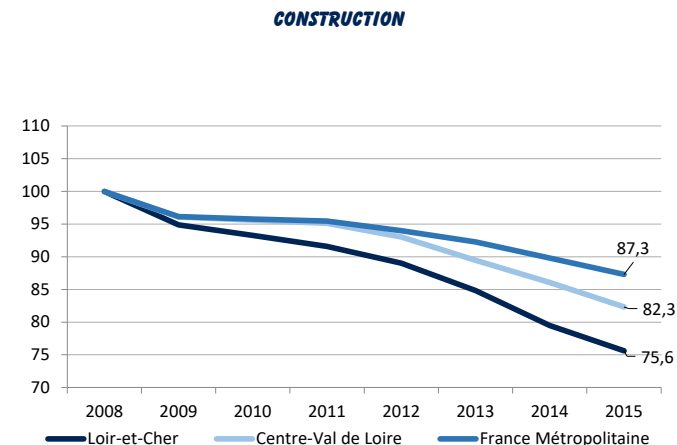
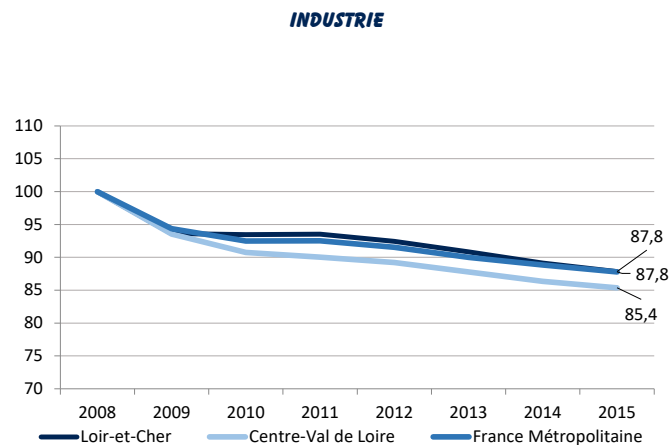
> En 7 années, les services ont gagné 1 280 emplois (+ 3,4 %).

**ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR GRAND SECTEUR
SELON LE TERRITOIRE ENTRE 2008 ET 2015 (EN %)**



D'après source : URSSAF

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR GRAND SECTEUR (BASE 100 EN 2008)



D'après source : URSSAF

MÉTHODOLOGIE

Seules les principales activités (comprenant 320 emplois ou plus en 2015) sont présentées dans ce tableau

Évolutions les plus importantes en 2014 et 2015

Branches gagnant le plus d'emplois

Intérim : + 547

Services relatifs aux bâtiments : + 283

Entreposage - services auxiliaires des transports : + 277

Industries alimentaires : + 262

Ingénierie, contrôle et analyses : + 216

Soutien aux entreprises : + 187

Hébergement médico-social et social : + 114

Restauration : + 111

Branches perdant le plus d'emplois

Travaux de construction spécialisés : - 630

Transports : - 229

Industrie automobile : - 214

Commerce de détail : - 189

Services d'information : - 119

Commerce de gros : - 93

Fabrication de machines et équipements : - 91

Construction de bâtiments : - 86

Fabrication d'éléments électriques : - 84

Réparation-installation machines et équipements : - 80

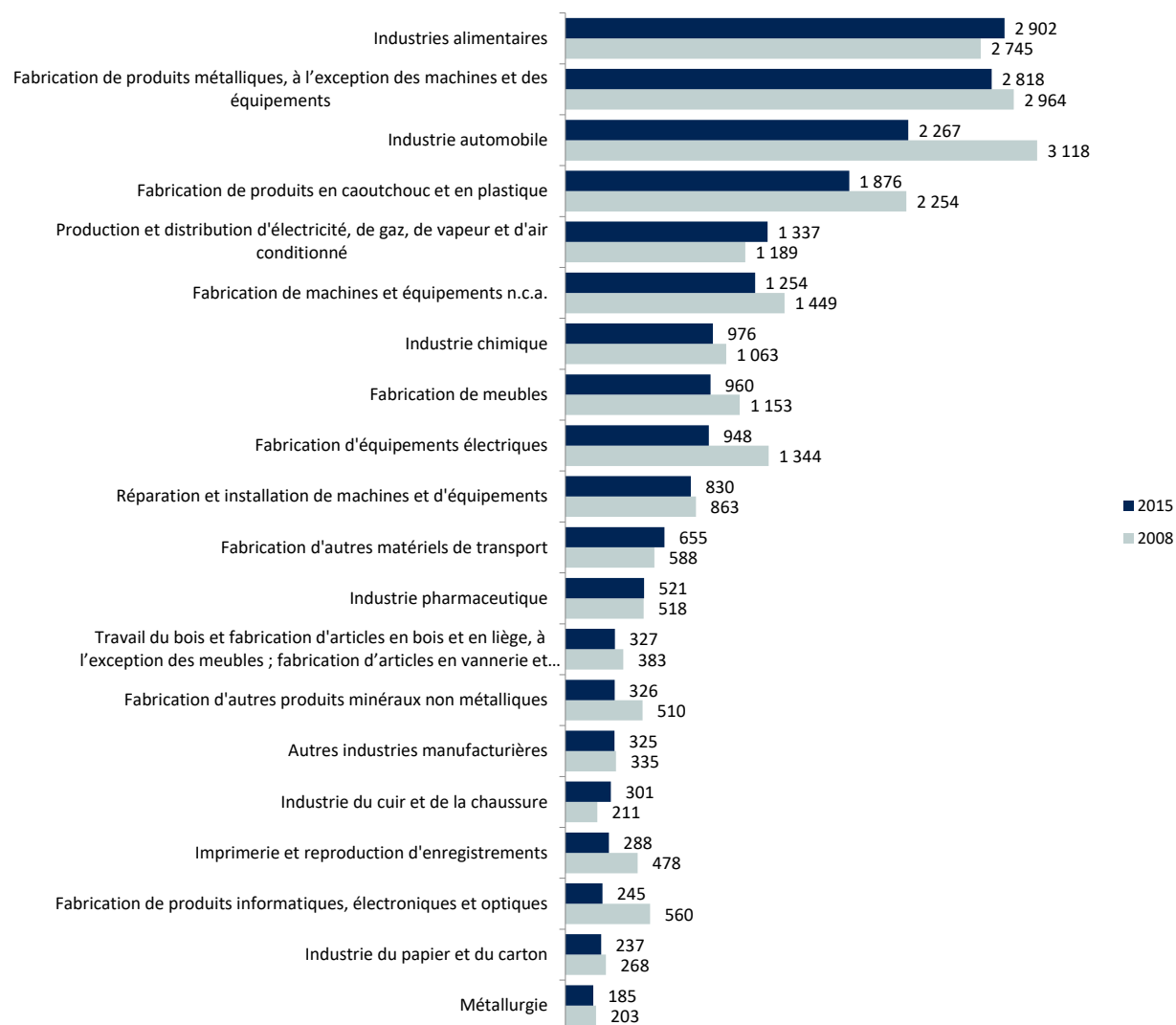
Fabrication de meubles : - 80

Intitulé de la nomenclature	Nb d'étab 2015	Nb d'emplois 2015	Évol. (en nb d'emplois)	
			2014	2015
Industries alimentaires	289	2 902	+ 108	+ 154
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège...	28	327	- 6	- 3
Industrie chimique	14	976	- 7	- 40
Industrie pharmaceutique	5	521	- 21	- 23
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	31	1 876	+ 24	- 112
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	33	326	- 12	- 15
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	125	2 818	+ 49	+ 6
Fabrication d'équipements électriques	13	948	- 51	- 33
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	36	1 254	- 72	- 19
Industrie automobile	10	2 267	- 89	- 125
Fabrication d'autres matériels de transport	8	655	- 10	+ 10
Fabrication de meubles	17	960	- 59	- 21
Autres industries manufacturières	44	325	+ 12	+ 24
Réparation et installation de machines et d'équipements	46	830	- 68	- 12
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	22	1 337	- 8	+ 5
Total industrie	811	19 698	- 384	- 288
Construction de bâtiments	62	393	- 43	- 43
Génie civil	26	605	- 5	- 53
Travaux de construction spécialisés	1 097	5 338	- 400	- 230
Total construction	1 185	6 336	- 448	- 326
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	335	1 742	- 61	- 3
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	322	2 868	- 54	- 39
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1 005	6 855	- 45	- 144
Total commerce	1 662	11 465	- 160	- 186
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	33	568	+ 9	- 17
Transports terrestres et transport par conduites	153	2 468	+ 56	- 285
Entreposage et services auxiliaires des transports	72	1 173	+ 6	+ 271
Activités de poste et de courrier	33	1 160	- 37	- 31
Hébergement	167	1 161	+ 1	+ 5
Restauration	587	2 652	+ 25	+ 86
Services d'information	10	691	+ 1	- 120
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	199	961	+ 46	+ 10
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	163	891	+ 16	+ 50
Activités immobilières	139	680	- 27	- 24
Activités juridiques et comptables	134	825	- 11	+ 7
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	85	600	- 52	+ 6
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	146	847	+ 174	+ 42
Activités de location et location-bail	42	447	- 6	+ 28
Activités liées à l'emploi	98	4 168	- 48	+ 595
Enquêtes et sécurité	19	657	- 4	- 36
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	91	2 360	- 54	+ 337
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	142	2 409	+ 120	+ 67
Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	14	519	+ 5	+ 1
Enseignement	149	895	- 53	- 12
Activités pour la santé humaine	328	2 410	+ 8	+ 17
Hébergement médico-social et social	76	2 203	+ 128	- 14
Action sociale sans hébergement	127	3 575	- 8	- 48
Activités sportives, récréatives et de loisirs	281	607	- 6	+ 66
Activités des organisations associatives	263	950	+ 28	- 13
Autres services personnels	324	1 161	- 28	+ 19
Total services	4 267	39 194	+ 359	+ 778
Total	7 925	76 693	- 633	- 22

D'après source : URSSAF

LES PRINCIPALES BRANCHES INDUSTRIELLES - ÉVOLUTIONS 2008 - 2015

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LES PRINCIPALES BRANCHES INDUSTRIELLES EN LOIR-ET-CHER ENTRE 2008 ET 2015



La plupart des branches industrielles perdent des emplois

> Un regard porté sur une période un peu plus longue permet de mesurer l'ampleur des dynamiques en cours.

> Entre 2008 et 2015, l'industrie perd 12 % de ses effectifs privés. Mais la situation selon les activités apparaît extrêmement inégale. **Parmi les 20 principales branches présentes localement, 15 affichent une évolution négative**, qui peut être pour certaines très importante : plus de la moitié des effectifs supprimés dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques. Pertes très accusées aussi dans l'industrie automobile, la fabrication d'équipements électriques et la fabrication de machines et équipements. Globalement, **celles-ci ont perdu** durant ces 7 années **plus de 3 000 emplois**, soit un repli vigoureux de **18 %**.

> **Seules 5 branches sont en croissance**, parmi lesquelles on distingue **l'agroalimentaire** ainsi que dans une moindre mesure, le travail du cuir et les matériels de transport (hors automobile). Globalement, elles ont généré plus de **460 emplois supplémentaires**, (croissance de **9 %**).

D'après source : URSSAF (données au 31/12)

SPÉCIFICITÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN LOIR-ET-CHEV - INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

MÉTHODOLOGIE

L'indice de spécificité

La spécificité se mesure par l'intermédiaire d'un indice calculé ainsi :

part de la branche N dans le total des emplois du périmètre / part de la branche N dans le total des emplois de la région

Les données utilisées sont celles de l'Urssaf au 31/12/2015.

Un indice supérieur à 1 est signe d'une spécificité du périmètre dans l'activité concernée.

Précisions

> Emploi salarié du secteur privé (hors agriculture) uniquement

> Seront pointées les principales spécificités par territoire, mais aussi les déficits qui peuvent se faire jour dans certaines industries ou services aux entreprises, propres à assurer l'attractivité d'un territoire (mécanique, conseils et gestion, sécurité, nettoyage, etc.), commerces...

L'indice de spécificité permet de comparer le poids d'une activité déterminée au sein du département à celui qu'elle représente dans un territoire de référence (ici, la région).

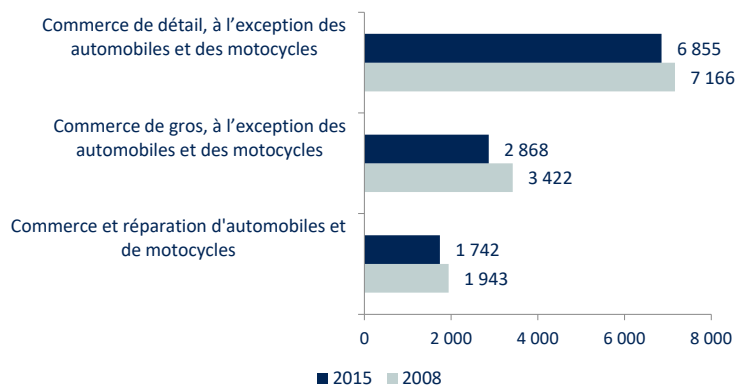
Plus fortes spécificités

- Industrie automobile
- Fabrication de meubles
- Industries alimentaires
- Produits métalliques
- Fabrications d'équipements électriques
- Transformation caoutchouc et plastique
- Réparation et installation de machines et d'équipements
- Industrie chimique
- Travail du bois
- Travail du cuir

Activité	Nb d'etab 2015	Nb d'emplois 2015	Part en % dans le total	Indice de spécificité	Evol 08-15 (en nb d'emplois)
Autres industries extractives	14	54	0,1	0,8	- 15
Industries alimentaires	289	2 902	3,8	1,46	+ 157
Fabrication de boissons	4	27	0,0	0,21	- 34
Fabrication de textiles	7	27	0,0	0,19	- 15
Industrie de l'habillement	5	12	0,0	0,1	- 44
Industrie du cuir et de la chaussure	6	301	0,4	1,14	+ 90
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège...	28	327	0,4	1,18	- 56
Industrie du papier et du carton	7	237	0,3	0,63	- 31
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	34	288	0,4	0,68	- 190
Industrie chimique	14	976	1,3	1,19	- 87
Industrie pharmaceutique	5	521	0,7	0,5	+ 3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	31	1 876	2,5	1,21	- 378
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	33	326	0,4	0,5	- 184
Métallurgie	3	185	0,2	0,6	- 18
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	125	2 818	3,7	1,35	- 146
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	10	245	0,3	0,35	- 315
Fabrication d'équipements électriques	13	948	1,2	1,23	- 396
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	36	1 254	1,6	0,92	- 195
Industrie automobile	10	2 267	3,0	3,86	- 851
Fabrication d'autres matériels de transport	8	655	0,9	0,91	+ 67
Fabrication de meubles	17	960	1,3	2,98	- 193
Autres industries manufacturières	44	325	0,4	0,98	- 10
Réparation et installation de machines et d'équipements	46	830	1,1	1,21	- 33
Total industrie	811	19 698	25,7	1,15	- 2 727
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	22	1 337	1,7	1,01	+ 148
Construction de bâtiments	62	393	0,5	0,94	- 236
Génie civil	26	605	0,8	0,82	- 209
Travaux de construction spécialisés	1 097	5 338	7,0	1,02	- 1 600
Total construction	1 185	6 336	8,3	0,99	- 2 045

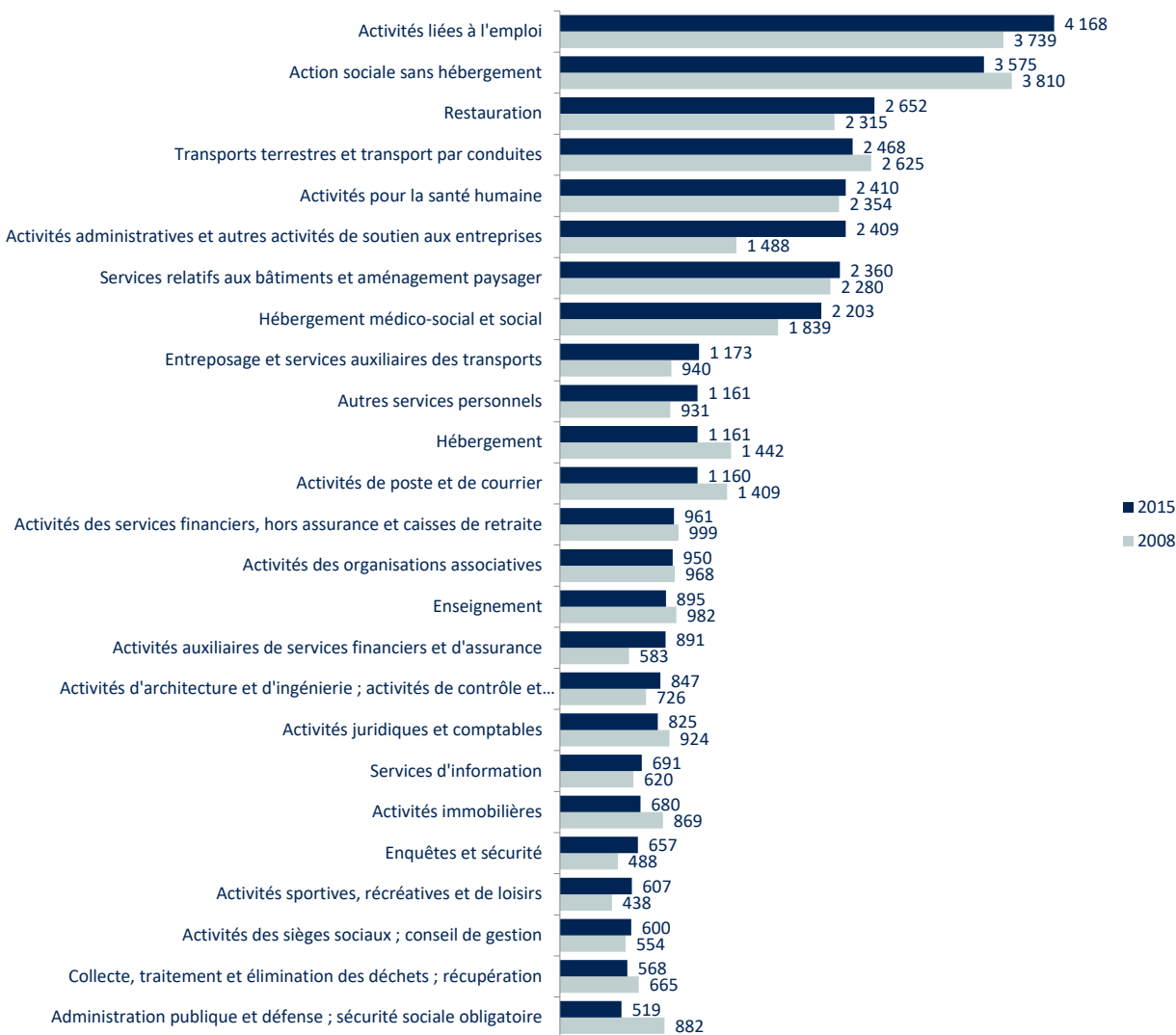
LES PRINCIPALES BRANCHES DU COMMERCE ET DES SERVICES - ÉVOLUTIONS 2008 - 2015

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LES PRINCIPALES BRANCHES DU COMMERCE EN LOIR-ET-CHER ENTRE 2008 ET 2015



D'après source : URSSAF (données au 31/12)

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LES PRINCIPALES BRANCHES DES SERVICES DU LOIR-ET-CHER ENTRE 2008 ET 2015



Tertiaire, des dynamiques contraires

> Depuis 2008, en sept années, les activités des services marchands ont créé près de 1 300 emplois dans le département. Ce gain résulte de mouvements très contrastés, dont on sous-estime souvent la portée.

> **Sur les 25 principales branches présentes localement, plus de la moitié ont enregistré une croissance de leurs effectifs** (globalement + 3 530, soit un bond de 18 %), tandis que les autres ont perdu plus de 1 800 postes (- 12 %).

> Parmi les plus dynamiques se trouvent **l'intérim** (surtout depuis 2015, signe fort d'un redémarrage de l'économie), **les activités de soutien aux entreprises**, l'hébergement médico-social, les services financiers et d'assurance, la logistique.

> En retrait, les activités de poste et de courrier, l'action sociale sans hébergement, etc.

D'après source : URSSAF (données au 31/12)

SPÉCIFICITÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN LOIR-ET-CHER - COMMERCE ET SERVICES

Activité	Nb d'etab 2015	Nb d'emplois 2015	Part en % dans le total	Indice de spécificité	Evol 08-15 (en nb)
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	335	1 742	2,3	0,98	- 201
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	322	2 868	3,7	0,79	- 554
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1 005	6 855	8,9	0,93	- 311
Total commerce	1 662	11 465	14,9	0,9	- 1 066
Captage, traitement et distribution d'eau	36	228	0,3	1,21	- 34
Collecte et traitement des eaux usées	5	61	0,1	1,1	- 2
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	33	568	0,7	1,1	- 97
Transports terrestres et transport par conduites	153	2 468	3,2	0,8	- 157
Entreposage et services auxiliaires des transports	72	1 173	1,5	0,69	+ 233
Activités de poste et de courrier	33	1 160	1,5	0,92	- 249
Hébergement	167	1 161	1,5	1,62	- 281
Restauration	587	2 652	3,5	1,04	+ 337
Édition	19	313	0,4	1,16	+ 36
Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	17	72	0,1	0,79	+ 18
Télécommunications	8	134	0,2	0,29	- 76
Programmation, conseil et autres activités informatiques	30	120	0,2	0,19	- 124
Services d'information	10	691	0,9	3,53	+ 71
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	199	961	1,3	0,78	- 38
Assurance	35	246	0,3	0,31	- 126
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	163	891	1,2	1,6	+ 308
Activités immobilières	139	680	0,9	0,86	- 189
Activités juridiques et comptables	134	825	1,1	0,92	- 99
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	85	600	0,8	1,02	+ 46
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	146	847	1,1	0,85	+ 121
Publicité et études de marché	17	123	0,2	0,34	- 105
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	31	122	0,2	1,23	+ 47
Activités vétérinaires	32	115	0,2	1,19	+ 16
Activités de location et location-bail	42	447	0,6	1,28	- 63
Activités liées à l'emploi	98	4 168	5,4	1,03	+ 429
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	32	110	0,1	1,28	- 1
Enquêtes et sécurité	19	657	0,9	1,13	+ 169
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	91	2 360	3,1	1,18	+ 80
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	142	2 409	3,1	1,4	+ 921
Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	14	519	0,7	0,65	- 363
Enseignement	149	895	1,2	0,76	- 87
Activités pour la santé humaine	328	2 410	3,1	1,17	+ 56
Hébergement médico-social et social	76	2 203	2,9	0,94	+ 364
Action sociale sans hébergement	127	3 575	4,7	1,09	- 235
Activités créatives, artistiques et de spectacle	83	175	0,2	0,63	+ 4
Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	14	254	0,3	2,77	+ 73
Activités sportives, récréatives et de loisirs	281	607	0,8	0,93	+ 169
Activités des organisations associatives	263	950	1,2	0,93	- 18
Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	27	62	0,1	0,43	- 109
Autres services personnels	324	1 161	1,5	1,19	+ 230
Total services	4 267	39 194	51,1	0,97	+ 1 281
Total	7 925	76 693	100,0		- 4 557

Plus fortes spécificités

Services d'information

Activités culturelles

Hébergement

Activités auxiliaires des services financiers et d'assurance

Activités sous-représentées

Programmation, conseil et activités informatiques

Télécommunications

Assurance

Publicité et études de marché

LES MOUVEMENTS D'ENTREPRISES

CRÉATION D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2015

	Créations			Taux de création (%)	
	Nb	%	% Région	Loir-et-Cher	Région
Ensemble	1 834	100	100	11,7	11,6
Industrie	111	6,1	5,6	7,6	8,0
Construction	260	14,2	13,5	10,6	10,4
Commerce, transport, hébergement et restauration	607	33,1	29	12,7	11,5
Services aux entreprises	462	25,2	28,7	13,3	13,7
Services aux particuliers	394	21,5	23,2	11,1	11,8

Source : INSEE - fichier Sirene

Vers une réduction des radiations d'entreprises ?

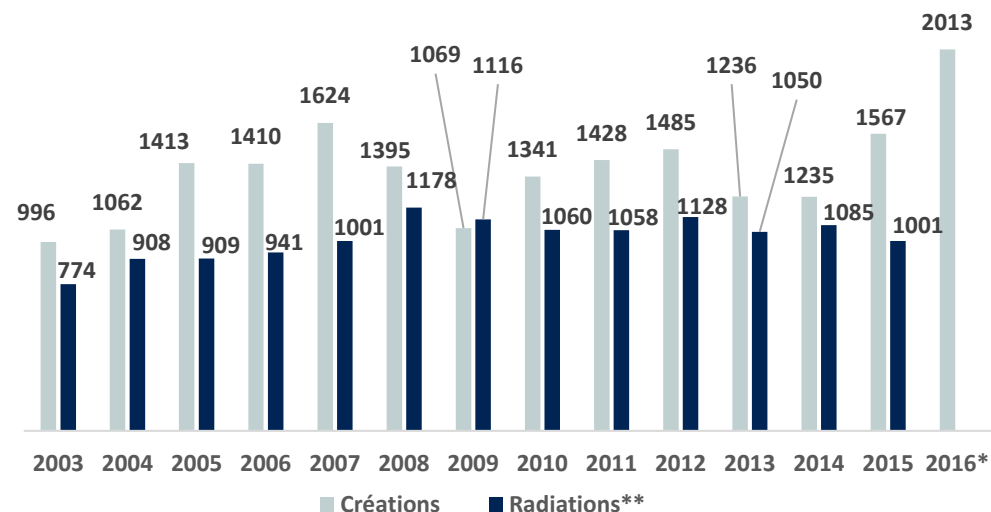
> **1 834 établissements ont été créés** dans le département en 2015 dont près de 1 570 relevant de la CCI et/ou de la CMA.

> Le nombre des **créations** s'est envolé récemment du seul fait de **l'inscription désormais rendue obligatoire** de certaines autoentreprises. Elles relèvent très majoritairement d'activités de commerce et de services.

> Pour l'ensemble du Loir-et-Cher, le taux de création d'entreprises apparaît en deçà du taux national mais légèrement supérieur à celui de la région ; de surcroît le taux de survie à 5 ans des jeunes entreprises y est plus faible. Cela révèle une difficulté du tissu local des entreprises à se renouveler. Toutefois la situation semblerait évoluer sur ce point...

> Les **radiations tendent à se réduire**, signe d'une amélioration progressive de la situation des entreprises, mais leur nombre se situe encore à un niveau élevé si on se réfère à la période d'avant la crise de 2007/2008.

TOTAL DES CRÉATIONS ET DES RADIATIONS CCI ET CMA SANS DOUBLE COMPTE EN LOIR-ET-CHER (EN CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES)



D'après source : CCI de Loir-et-Cher, CMA de Loir-et-Cher

* Année provisoire

** Seules les données définitives sont présentées dans le graphique

MÉTHODOLOGIE

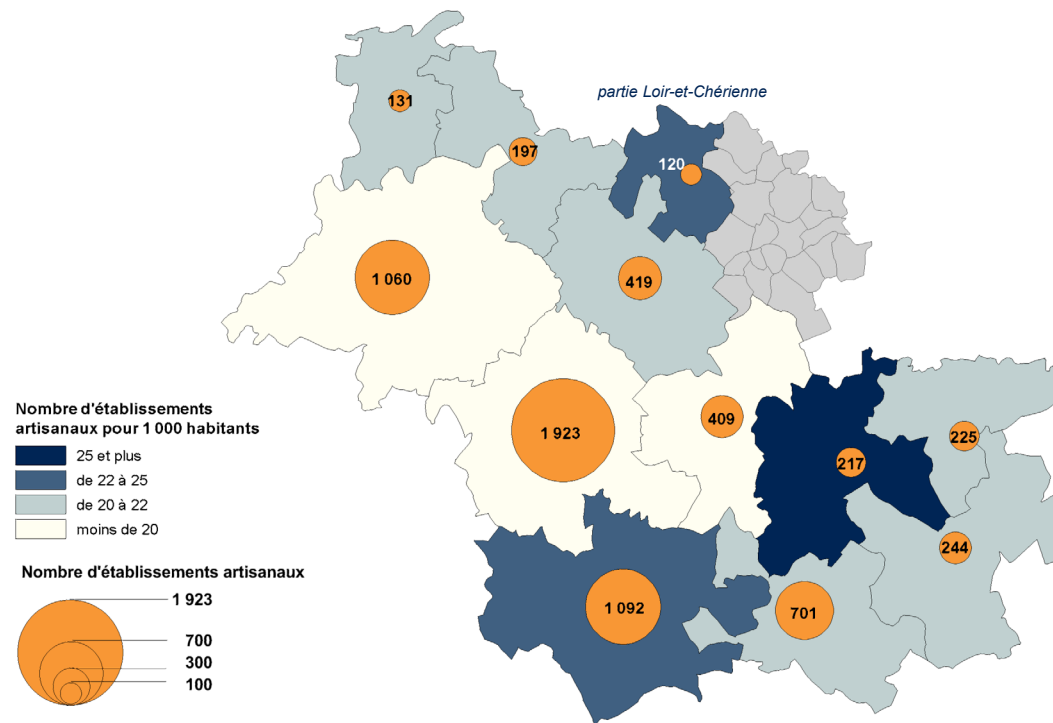
Les auto-entrepreneurs exerçant une activité commerciale ou artisanale, jusqu'alors dispensés de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) sont dans l'obligation de le faire depuis le 19 décembre 2014.

DÉFINITION

Taux de création : rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année.

FORTE PRÉSENCE DE L'ARTISANAT

DENSITÉS ARTISANALES ET ÉTABLISSEMENTS ARTISANAUX PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES OU D'AGGLOMÉRATION EN 2016



D'après source : CMA (31/12/2016) et INSEE - RP 2013

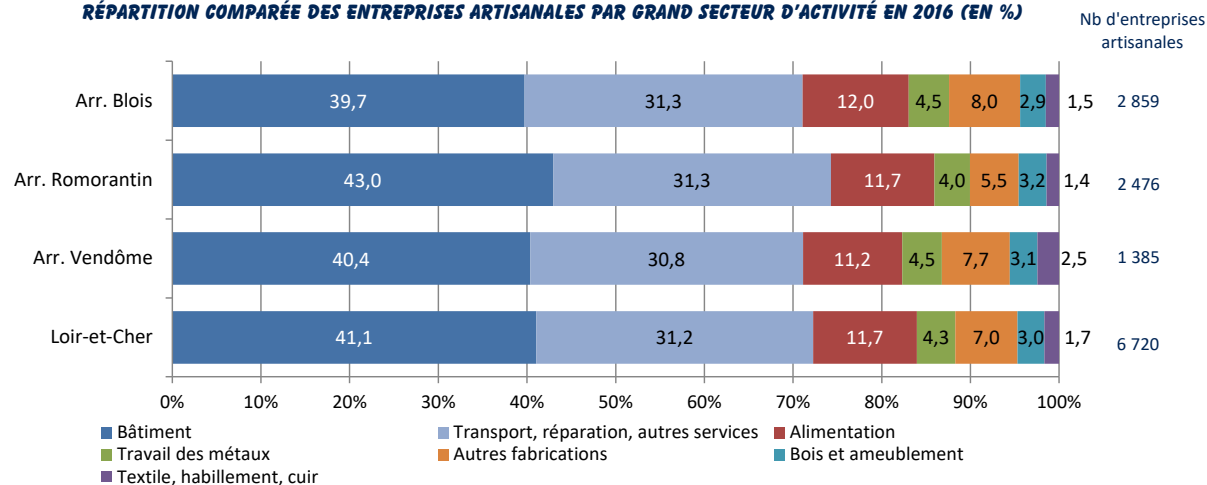
6 700 établissements artisanaux

> L'artisanat est une composante importante de l'économie départementale.

> Fin 2016, plus de **6 700 établissements artisanaux**, tous corps de métiers confondus, sont installés dans le département, soit **20 artisans pour 1 000 habitants**. Cette proportion est sensiblement plus élevée dans l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay (23 %).

> L'activité la plus répandue est le **Bâtiment**, concernant encore 41 % des entreprises artisanales. Or ce secteur a connu de grandes difficultés au cours des années récentes, conduisant à la disparition de nombreux établissements. Le profil artisanal de certains territoires communautaires s'en trouve considérablement modifié, à l'exemple de la Sologne des Etangs où le bâtiment occupait 54 % des artisans en 2013, 44 % à présent.

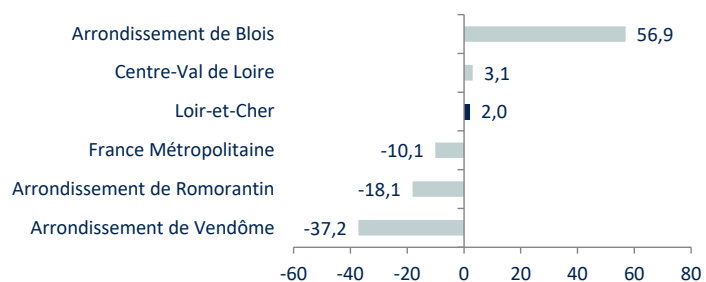
RÉPARTITION COMPARÉE DES ENTREPRISES ARTISANALES PAR GRAND SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2016 (EN %)



D'après source : CMA (31/12/2016)

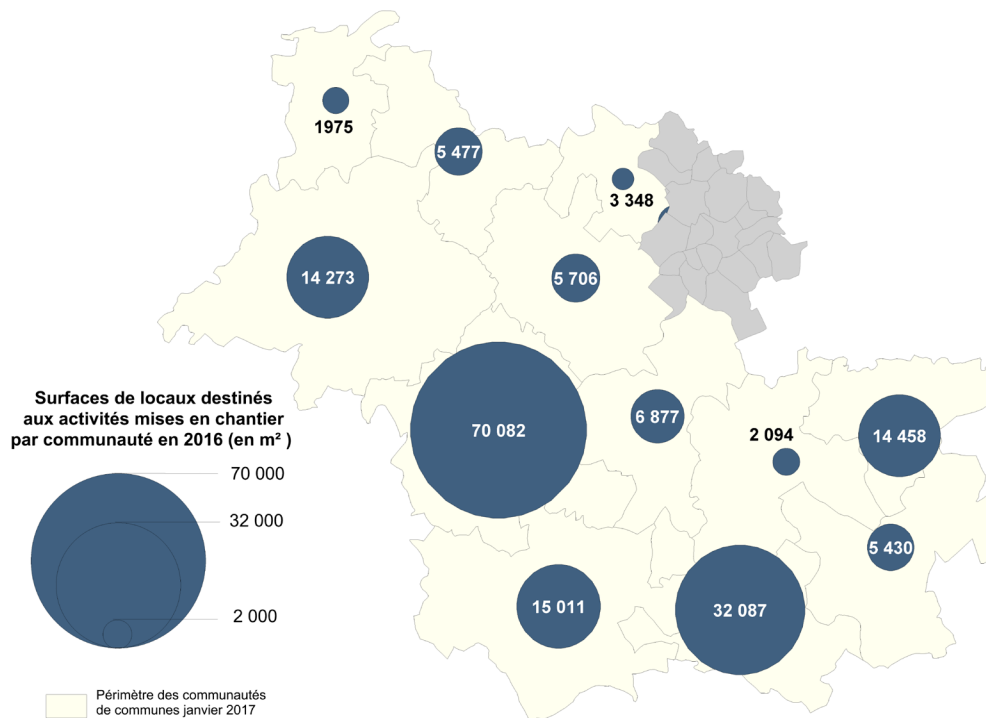
LOCAUX D'ACTIVITÉS, LA CONSTRUCTION BOOSTÉE EN 2016

**ÉVOLUTION DE LA CONSTRUCTION DE LOCAUX D'ACTIVITÉS
PÉRIODE 2015/2016 PAR RAPPORT À 2013/2014
(EN MILLIERS DE M²)**



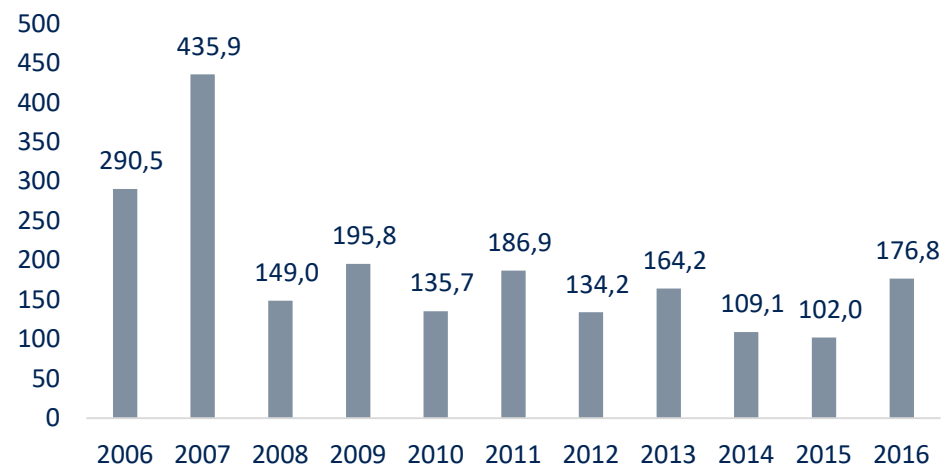
D'après source : Ministère de l'Équipement - SITADEL2

SURFACES DE LOCAUX D'ACTIVITÉS MIS EN CHANTIER PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES OU D'AGGLOMÉRATION EN 2016



D'après source : Ministère de l'Équipement - SITADEL2

ÉVOLUTION DES SURFACES DE LOCAUX D'ACTIVITÉS MIS EN CHANTIER EN LOIR-ET-CHER (EN MILLIERS DE M²)



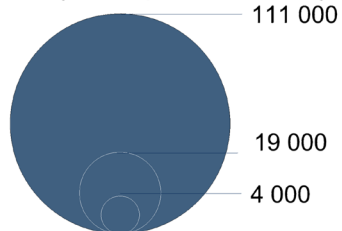
D'après source : Ministère de l'Équipement - SITADEL2

Deux projets importants à Romorantin-Lanthenay et à Blois-Villebarou

> Près de **177 000 m²** de locaux destinés aux activités ont été mis en chantier **en 2016** dans le Loir-et-Cher. Cela fait suite au volume historiquement bas des 2 années précédentes.

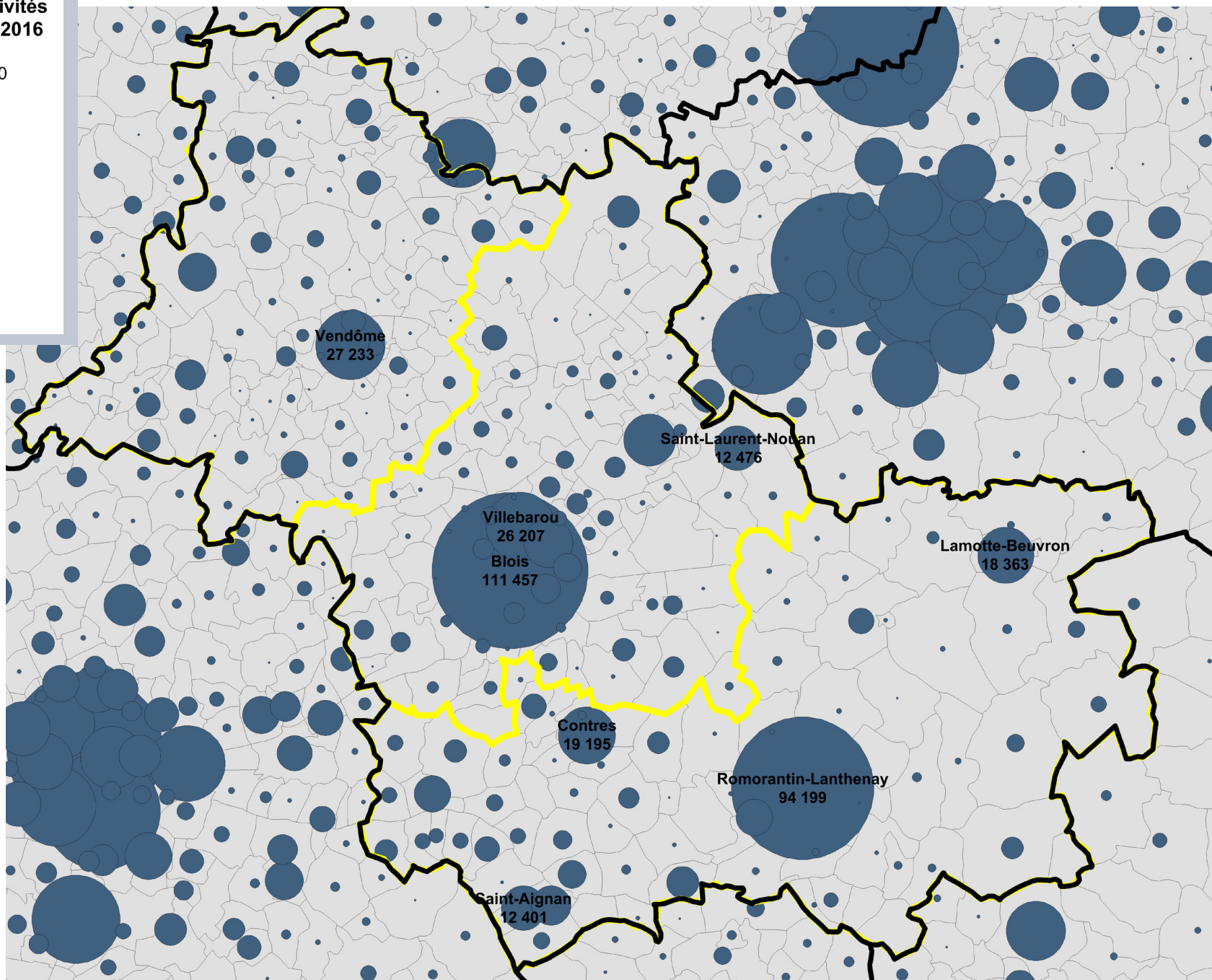
> Près de la moitié de ces surfaces sont concentrées dans l'arrondissement de Blois, et plus d'un tiers dans celui de Romorantin-Lanthenay. Dans ces deux territoires, d'importants projets ont dopé les volumes mis en chantier (à Blois/Villebarou et à Romorantin). En revanche, les surfaces demeurent très faibles dans le Vendômois.

Superficie des locaux d'activités
commencés entre 2012 et 2016
(en m² par commune)



Arrondissement

Limite départementale

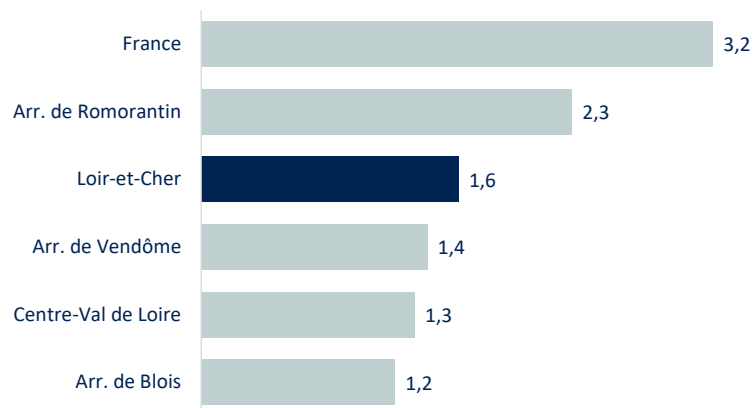




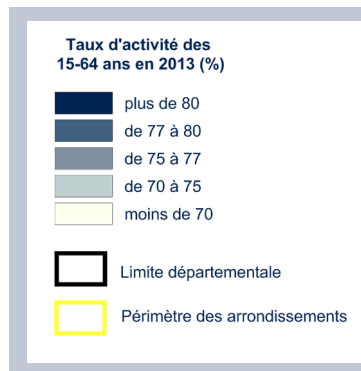
LES RESSOURCES HUMAINES

UN TAUX D'ACTIVITÉ RELATIVEMENT ÉLEVÉ ...

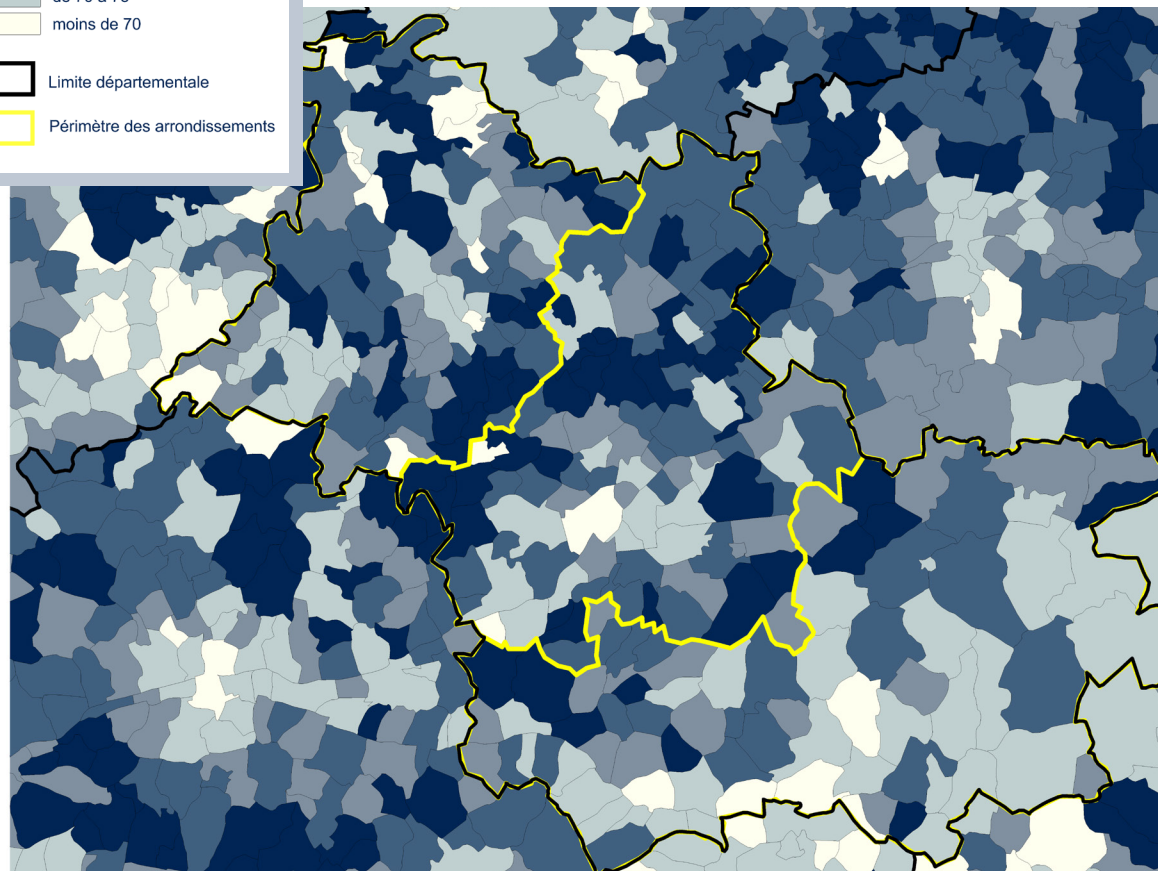
ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ACTIFS ENTRE 2008 ET 2013 (EN %)



D'après source : INSEE - RP 2008 et 2013



TAUX D'ACTIVITÉ DES 15-64 ANS EN 2013



D'après source : INSEE - RP 2013

... qui progresse encore

> **148 700 actifs** de 15 à 64 ans (occupés ou au chômage) vivent en Loir-et-Cher en 2013.

> Leur nombre progresse de 1,6 % entre 2008 et 2013 dans le département dépassant de 0,3 point l'évolution constatée au niveau régional sur la même période.

> Le **taux d'activité départemental** s'établit à **74,4 %** plaçant ainsi le Loir-et-Cher au 24^e rang des départements de métropole pour l'importance de ce taux. Il a progressé de 1,2 point entre 2008 et 2013.

> Les taux d'activité (global et par sexe) du département sont relativement proches de ceux de la région Centre-Val de Loire mais restent supérieurs aux taux nationaux : 74,4 % contre 73,2 % pour le total, 71,7 % contre 69,9 % pour les femmes.

> L'écart est particulièrement élevé pour les **jeunes** : 48,8 % sont actifs en Loir-et-Cher, soit **6 points de plus** qu'en France métropolitaine.

MÉTHODOLOGIE

Le **taux d'activité des 15 à 64 ans** est le rapport entre le nombre d'actifs âgés de 15 à 64 ans (actifs occupés et chômeurs) et la population totale de cette classe d'âge.

ACTIVITÉ ET EMPLOI DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS PAR SEXE ET ÂGE EN 2013 EN LOIR-ET-CHER

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	200 000	148 736	74,4	130 782	65,4
15 à 24 ans	32 557	15 873	48,8	11 601	35,6
25 à 54 ans	120 780	111 441	92,3	99 783	82,6
55 à 64 ans	46 664	21 422	45,9	19 398	41,6
Hommes	99 754	76 860	77	67 708	67,9
15 à 24 ans	16 959	8 995	53	6 654	39,2
25 à 54 ans	59 934	57 081	95,2	51 341	85,7
55 à 64 ans	22 861	10 785	47,2	9 712	42,5
Femmes	100 246	71 876	71,7	63 074	62,9
15 à 24 ans	15 597	6 878	44,1	4 947	31,7
25 à 54 ans	60 846	54 360	89,3	48 442	79,6
55 à 64 ans	23 803	10 637	44,7	9 686	40,7

MÉTHODOLOGIE

Le taux d'activité des 15 à 64 ans est le rapport entre le nombre d'actifs âgés de 15 à 64 ans (actifs occupés et chômeurs) et la population totale de cette classe d'âge.

Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe. Il exclut donc les chômeurs.

La part des salariés en contrat court mesure le poids des salariés en contrat à durée déterminée, mission d'intérim ou contrat aidé dans le total des salariés. Y est ajoutée la part des apprentis et stagiaires qui sont également concernés par un contrat court salarié.

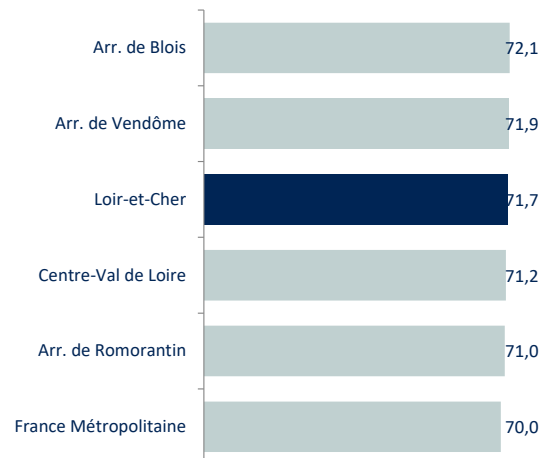
Source : INSEE - RP 2013

1 salarié sur 8 en emploi précaire

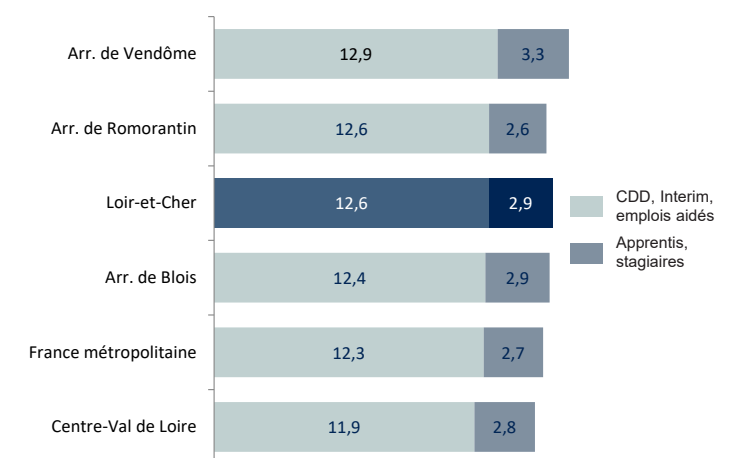
> 1 salarié sur 8 occupe un emploi en CDD, intérim ou emploi aidé dans le département, soit légèrement plus qu'au niveau régional et national.

> La part des salariés en contrat court est légèrement supérieure en Vendômois.

TAUX D'ACTIVITÉ COMPARÉ DE LA POPULATION FÉMININE DE 15 À 64 ANS EN 2013 (EN %)



PART DES SALARIÉS EN CONTRAT COURT EN 2013 (EN %)



Source : INSEE - RP 2013

UN NIVEAU DE FORMATION RELATIVEMENT FAIBLE

POPULATION DE 15 ANS OU PLUS SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE EN LOIR-ET-CHER

	Loir-et-Cher				Région
	2013	%	2008	%	2013 en %
Ensemble	273 105	100	268 522	100	100
<i>Agriculteurs exploitants</i>	3 120	1,1	3 735	1,4	1,07
<i>Artisans, commerçants, chefs d'entreprise</i>	9 674	3,5	8 942	3,3	3,2
<i>Cadres et professions intellectuelles supérieures</i>	14 989	5,5	14 434	5,4	6,8
<i>Professions intermédiaires</i>	33 955	12,4	31 812	11,9	13,7
<i>Employés</i>	43 945	16,1	43 262	16,1	16,4
<i>Ouvriers</i>	43 101	15,8	44 626	16,6	14,8
<i>Retraités</i>	92 148	33,7	87 416	32,6	30,6
<i>Autres personnes sans activité professionnelle</i>	32 173	11,8	34 295	12,8	13,4

Source : INSEE - RP 2008 et 2013

Un quart des 15-64 ans sortis du système scolaire sans diplôme

> Le profil socioprofessionnel de la population loir-et-chérienne est assez voisin de celui de la région sans pour autant lui ressembler en tous points.

> Il se distingue notamment par une **présence plus marquée des ouvriers** (1,8 point de plus) **et des retraités** (2 points de plus).

> A l'inverse, la population compte **moins de professions dites intermédiaires et de cadres**.

> Cela traduit très bien l'orientation de l'économie locale, attachée aux activités de production.

> La population en âge d'être active (de 15 à 64 ans sortie du système scolaire) affiche un **niveau de diplôme moins élevé** qu'au niveau régional ; les écarts hommes-femmes y sont également davantage marqués.

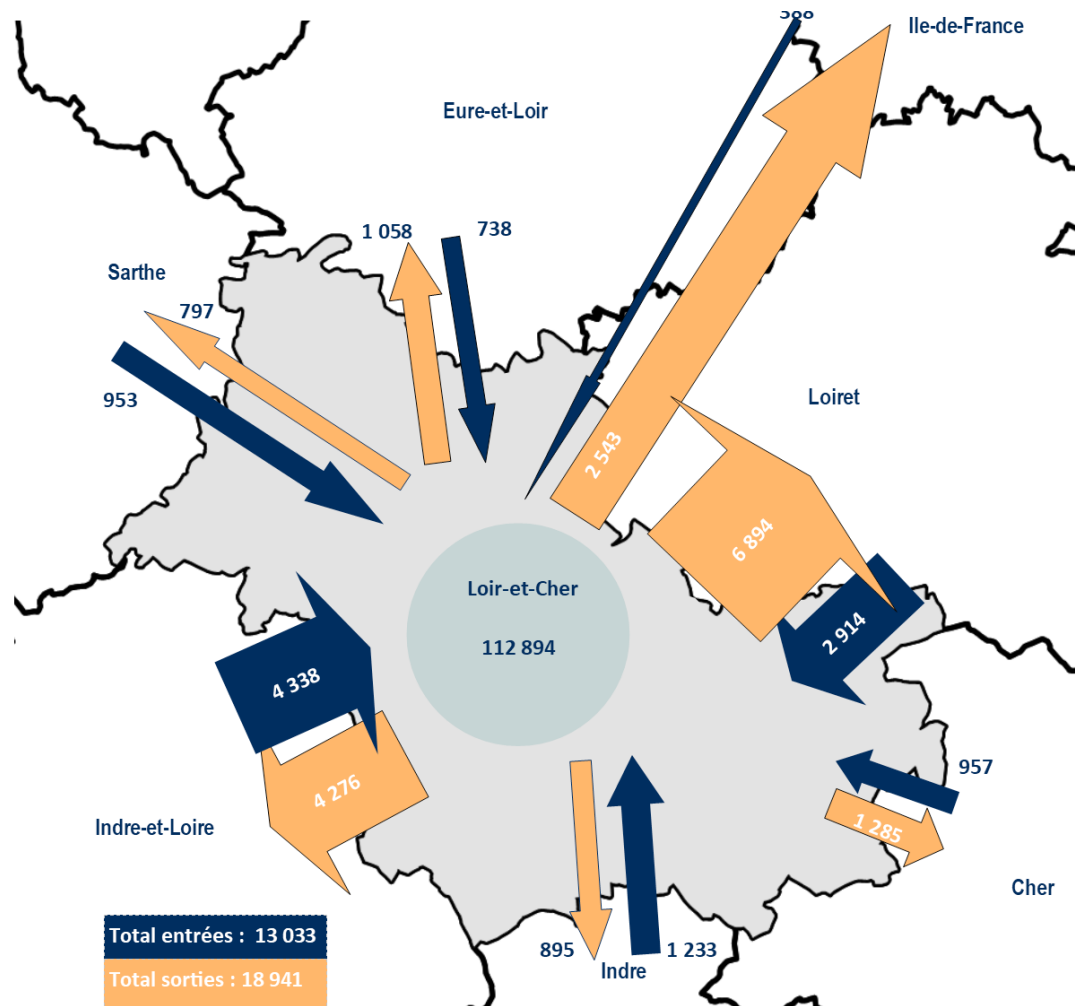
DIPLÔME LE PLUS ÉLEVÉ DE LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE 15 À 64 ANS SELON LE SEXE EN 2013

	Loir-et-Cher			Centre-Val de Loire		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Population non scolarisée de 15 à 64 ans	179 233	89 263	89 970	1 398 571	695 167	703 404
Part des titulaires en %						
<i>d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ...</i>	25,9	23,8	28,1	24,5	23,0	26,1
<i>d'un CAP ou d'un BEP</i>	32,3	38,3	26,3	30,4	35,6	25,2
<i>d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)</i>	17,8	16,7	18,8	18,2	17,3	19,1
<i>d'un diplôme de l'enseignement supérieur</i>	24,0	21,2	26,8	26,9	24,1	29,6

Source : INSEE - RP 2013

FLUX DOMICILE - TRAVAIL : DES ÉCHANGES PLUS IMPORTANTS AVEC LE LOIRET

FLUX DOMICILE - TRAVAIL EN LOIR-ET-CHER EN 2013



85 emplois pour 100 actifs

112 900 actifs résident et travaillent dans le département.
 19 000 actifs du département travaillent à l'extérieur
 13 000 emplois locaux sont occupés par des actifs résidant en dehors du département.

- > Le département propose moins d'emplois qu'il ne compte d'actifs (**85 emplois pour 100 actifs**), cette proportion varie entre les arrondissements (de 90 pour Blois à 78 pour celui de Romorantin-Lanthenay, 80 pour celui de Vendôme).
- > Les principaux flux domicile-travail s'effectuent sur l'axe ligérien, ils sont presque à l'équilibre s'agissant des flux avec l'Indre-et-Loire (4 276 sorties pour 4 338 entrées) ce qui n'est pas le cas de ceux avec le Loiret (6 900 sorties pour seulement 2 900 entrées).
- > Les **distances parcourues** à l'occasion des trajets domicile-travail sont en **moyenne de 49 km** (A/R quotidien) pour le département.
- > On note des écarts importants entre territoires, les trajets les plus longs étant effectués par les personnes résidant en Sologne et travaillant dans l'agglomération Orléanaise (plus de 60 km journaliers A/R).

D'après source : INSEE - RP 2013



LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LA PRÉCARITÉ

UNE DIMINUTION DU NOMBRE DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A ...

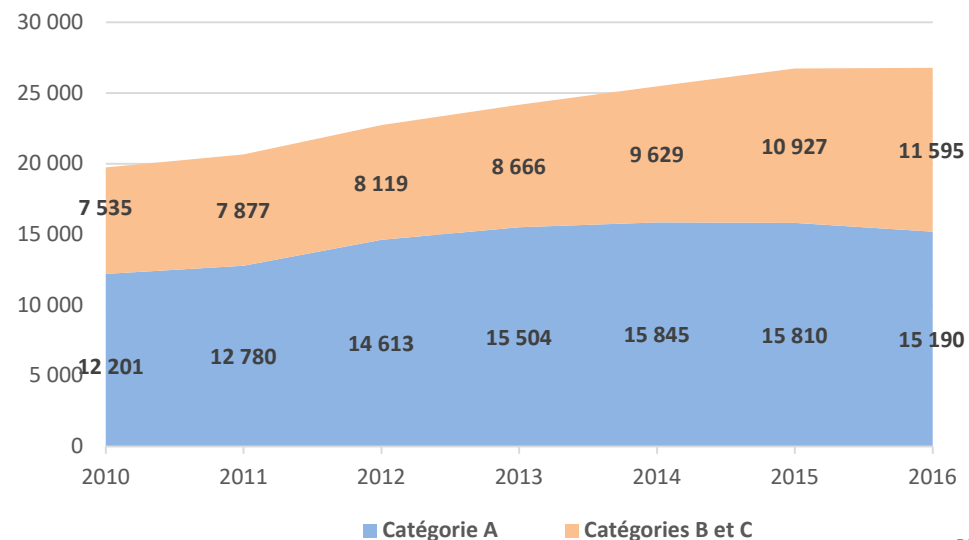
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDES EN FIN DE MOIS AU 31/12 SELON LA CATÉGORIE EN LOIR-ET-CHER

MÉTHODOLOGIE

Catégorie A : correspond aux demandeurs sans emploi

Catégorie B : demandeurs ayant travaillé au plus 78 heures au cours du mois

Catégorie C : demandeurs ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois



D'après source : Pôle emploi

...mais une précarisation croissante de l'emploi

> Fin 2016, le département compte près de **26 800 demandeurs d'emploi, catégorie A, B et C** confondues.

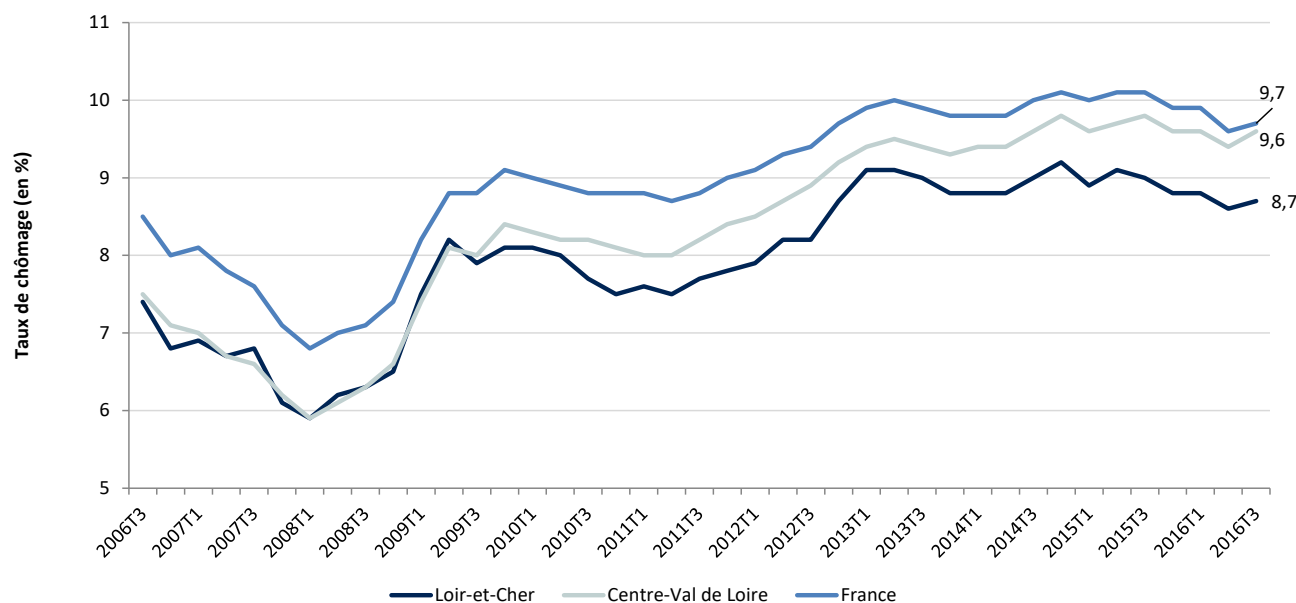
> Ce nombre a progressé de **36 % depuis 2010**, de façon vigoureuse dans les années 2012 - 2015. Il s'est **presque stabilisé en 2016**.

> Les effectifs de la **catégorie A** (sans activité dans le mois), presque stables en 2014 et 2015, ont nettement diminué **en 2016 (- 620)**. Une partie de la baisse est sans doute liée au plan de formation mis en place par le gouvernement pour les chômeurs. Le recul a profité à presque toutes les catégories de demandeurs, et plus particulièrement aux jeunes (leur nombre a diminué de près de 9 % en un an) et à ceux inscrits depuis moins de 2 ans ; en revanche elle ne touche pas les seniors dont le nombre s'est cependant stabilisé.

> Toutefois les rangs des demandeurs alternant contrats courts et périodes de recherche (**catégories B et C**) continuent de se gonfler, signe d'une précarisation croissante des emplois. Fin 2016, ils étaient 11 600 en Loir-et-Cher, soit **670 de plus en un an**.

> Le **taux de chômage (8,7 % à fin septembre 2016)** est **moins élevé en Loir-et-Cher qu'en région ou qu'en France**. Au sein du département, il varie de 8,0 % (zone d'emploi de Vendôme) à 10,3 % (ZE de Romorantin-Lanthenay).

ÉVOLUTION COMPARÉE DU TAUX DE CHÔMAGE (EN %)



D'après source : Ministère de l'emploi - INSEE

MÉTHODOLOGIE

Une nouvelle série des taux de chômage

L'INSEE fait paraître une série actualisée des taux de chômage basés sur les résultats de l'enquête emploi nouvelle formule. Cette modification a pris effet avec les taux du 4ème trimestre 2013. Ces derniers ont été rétroajustés sur la même base de manière à pouvoir effectuer des comparaisons dans le temps. Dans la plupart des territoires, cela s'est traduit par un taux inférieur d'environ un demi-point par rapport à la série précédente.

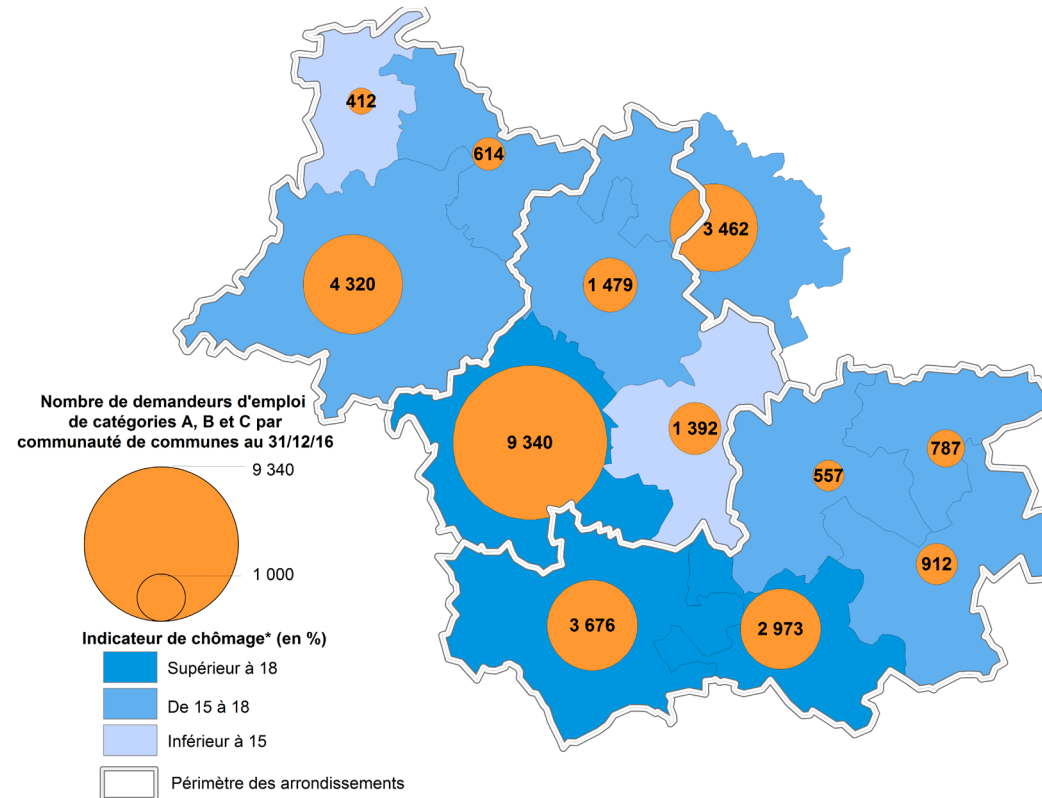
Indicateur de chômage : Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C au 31/12/2016 rapporté à la population active de 15 à 64 ans en 2013.

ÉVOLUTION COMPARÉE DU TAUX DE CHÔMAGE SELON LE TERRITOIRE ET ÉVOLUTION SUR UN AN

Territoire	2015T3	2016T3	Evol. sur un an (en pt)
Zone d'emploi de Blois	9	8,7	- 0,3
Zone d'emploi de Romorantin	10,5	10,3	- 0,2
Zone d'emploi de Vendôme	8,4	8	- 0,4
Zone d'emploi de Châteaudun	10,1	10,2	+ 0,1
Zone d'emploi d'Orléans	9	8,9	- 0,1
Zone d'emploi de Vierzon	13,8	13,6	- 0,2
Loir-et-Cher	9	8,7	- 0,3
Centre-Val de Loire	9,8	9,6	- 0,2
France	10,1	9,7	- 0,4

D'après sources :
Ministère de l'emploi - INSEE

NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI ET INDICATEUR DE CHÔMAGE PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES OU D'AGGLOMÉRATION EN 2016



Un chômage plus accentué dans les villes et en Vallée du Cher

> Au sein du département, le **chômage** paraît plus **accentué dans la Vallée du Cher** et dans certains secteurs de Sologne.

> Il est logiquement plus fort **dans les villes** où se concentre le parc de logements sociaux.

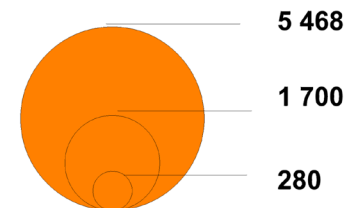
> En revanche, il y a proportionnellement **moins de chômeurs** au sein de la population dans la **couronne blésoise**, dans les communes solognotes proches du pôle orléanais, et dans une moindre mesure dans une partie de la couronne de Vendôme.

> On remarque aussi que les deux arrondissements de Vendôme et de Romorantin se distinguent par une proportion sensiblement plus forte de jeunes, de seniors et de personnes inscrites depuis plus d'un an parmi les demandeurs d'emploi.

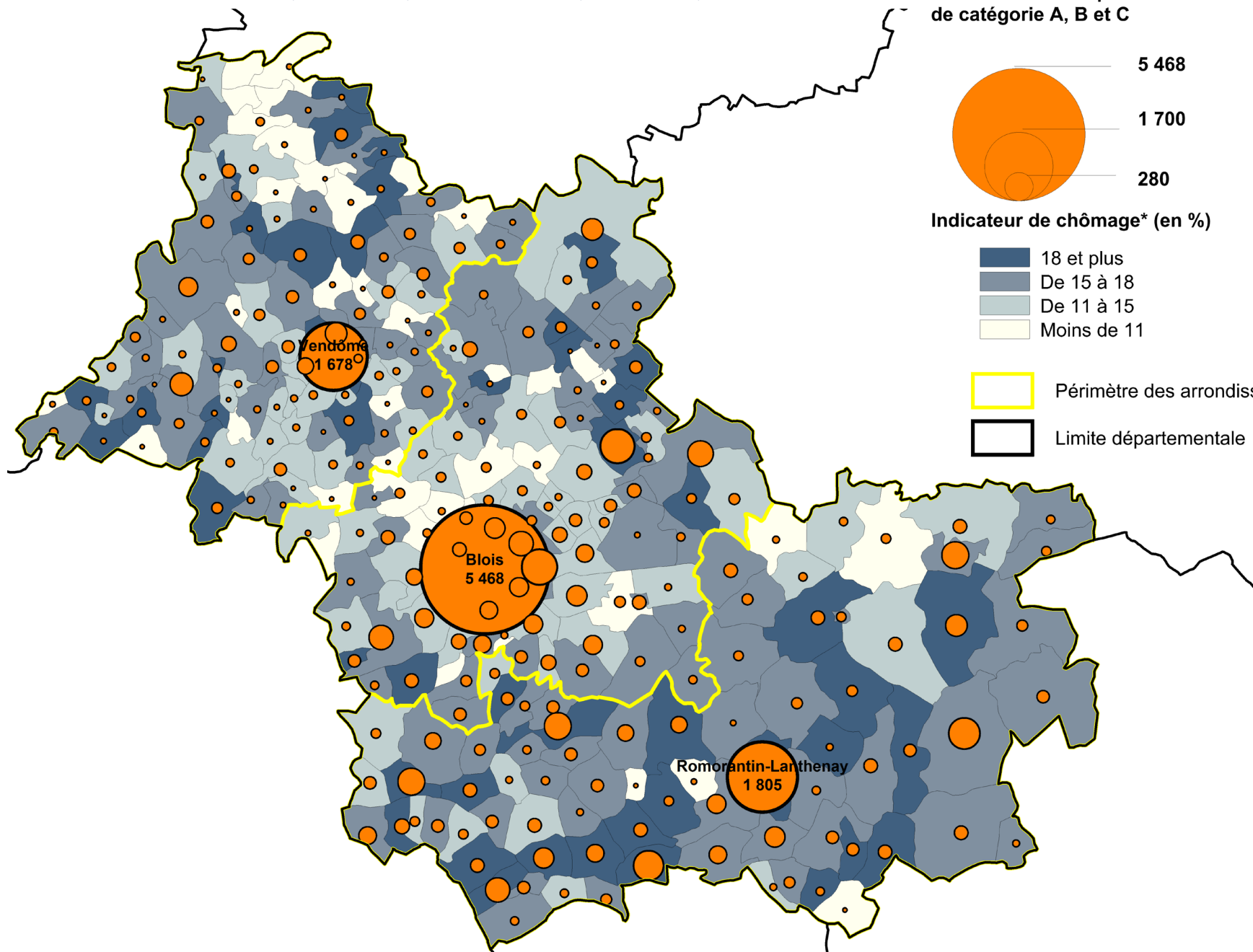
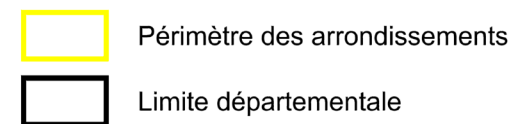
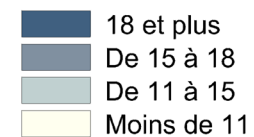
D'après sources : Pôle emploi (données brutes), INSEE - RP 2013

NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI ET INDICATEUR DE CHÔMAGE PAR COMMUNE EN 2016

Nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi au 31/12/2016 de catégorie A, B et C

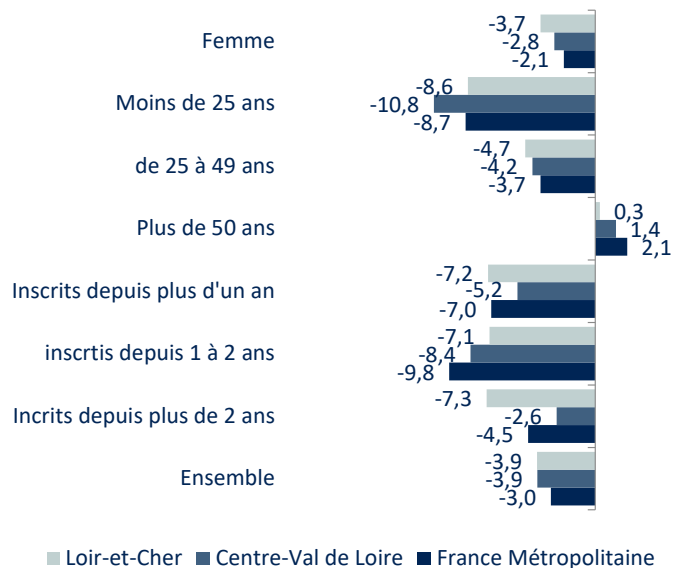


Indicateur de chômage* (en %)



D'après sources : Pôle emploi (données brutes), INSEE - RP 2013

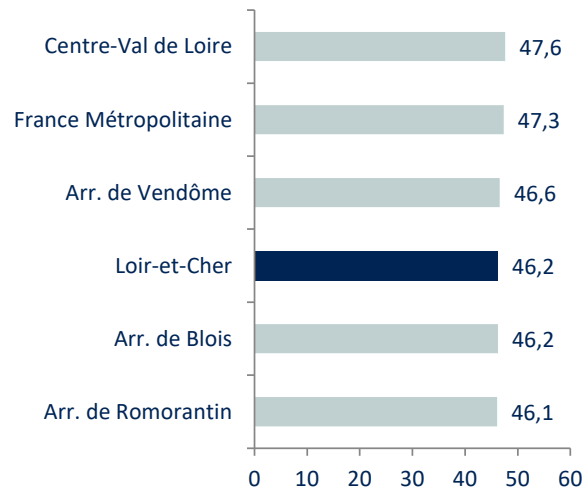
ÉVOLUTION COMPARÉE 2016 DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A AU 31/12 SELON LES CARACTÉRISTIQUES (EN %)



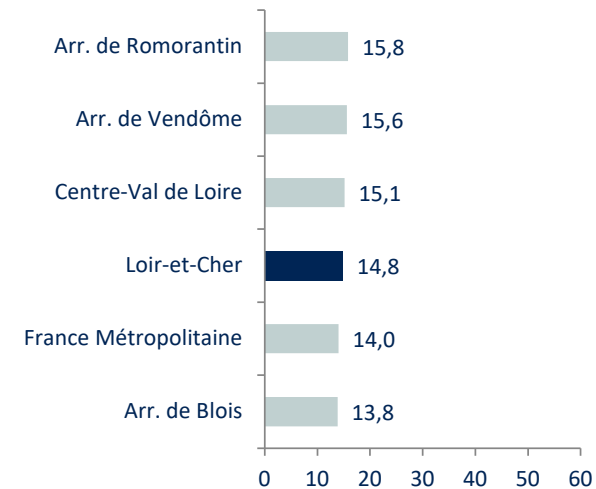
D'après source : Pôle emploi

PART DE CERTAINES POPULATIONS DANS LE TOTAL DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A AU 31/12/2016 SELON LE TERRITOIRE

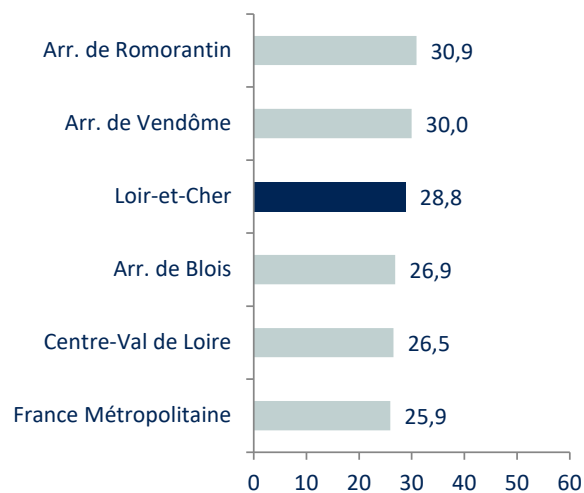
PART DES FEMMES (EN %)



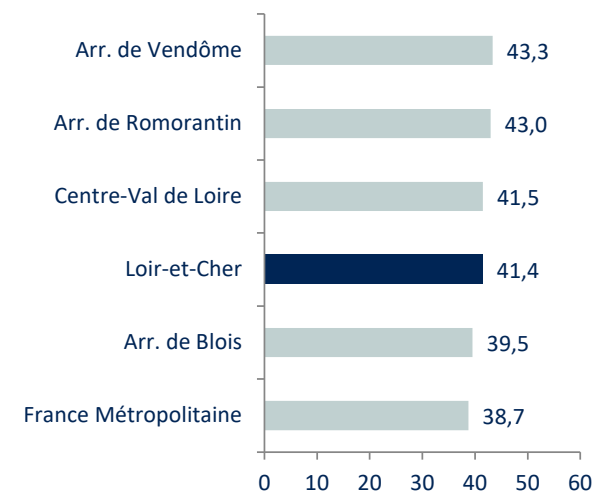
PART DES MOINS DE 25 ANS (EN %)



PART DES 50 ANS ET PLUS (EN %)



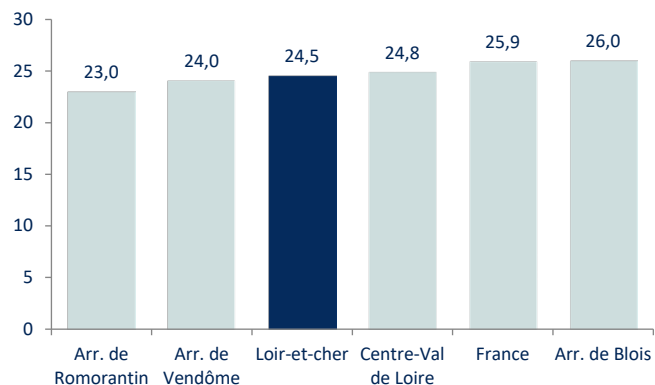
PART DES INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN (EN %)



D'après source : Pôle emploi

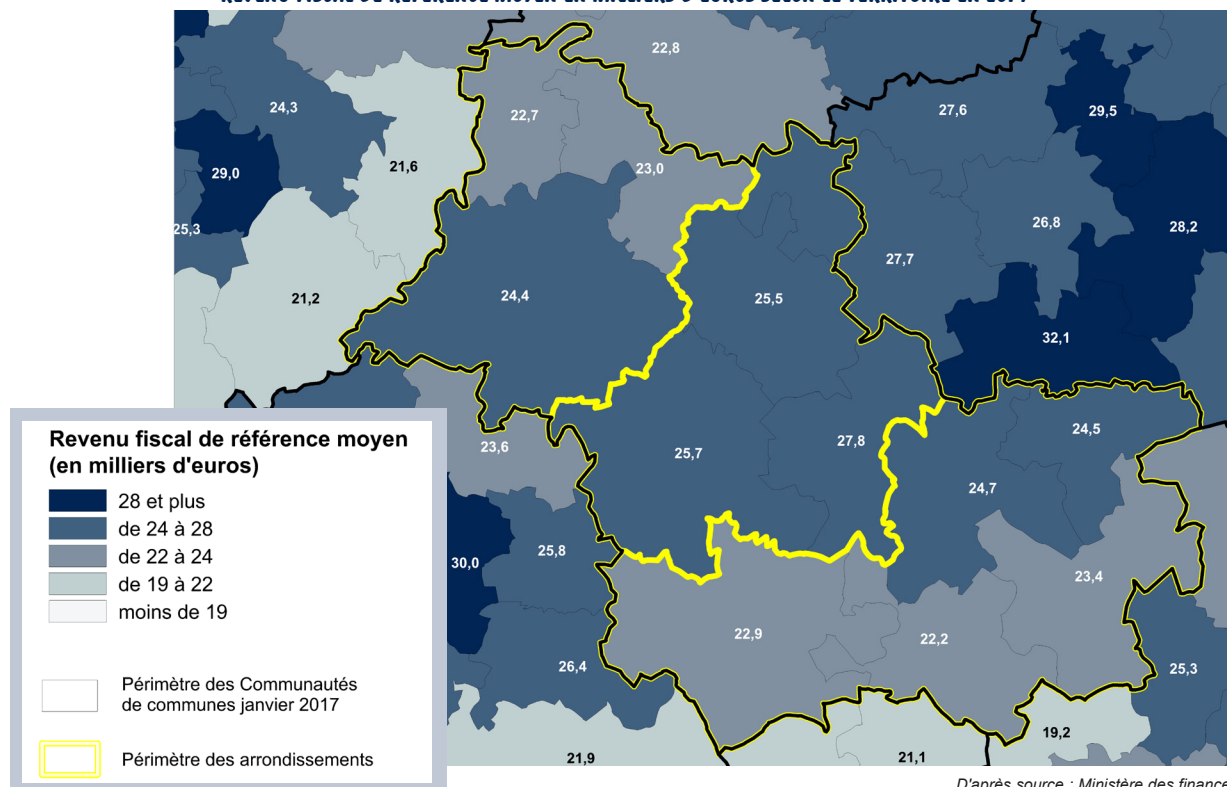
DES ÉCARTS DE REVENUS IMPORTANTS

REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE MOYEN EN MILLIERS D'EUROS SELON LE TERRITOIRE EN 2014



D'après source : Ministère des finances

REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE MOYEN EN MILLIERS D'EUROS SELON LE TERRITOIRE EN 2014



D'après source : Ministère des finances

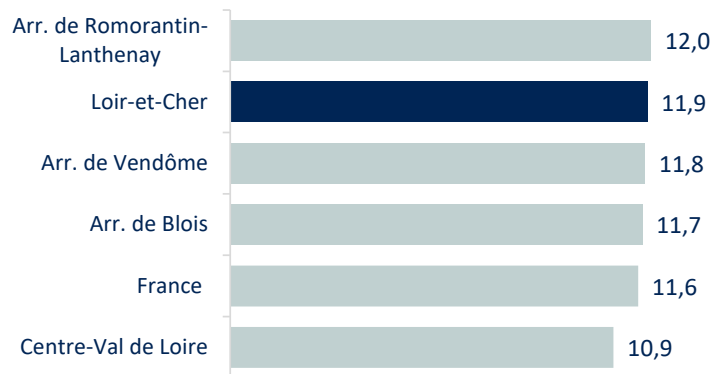
Des niveaux de revenus plus élevés dans le Blaisois

> Dans l'ensemble, la population du Loir-et-Cher dispose d'un **niveau de revenus** se situant dans la bonne moyenne (**37ème rang national**). Le revenu fiscal de référence moyen est de 24 500 €, inférieur toutefois à celui de la région et de la France.

> La proportion de **ménages non imposés (55 %)** est très légèrement supérieure à celle de la région et du pays.

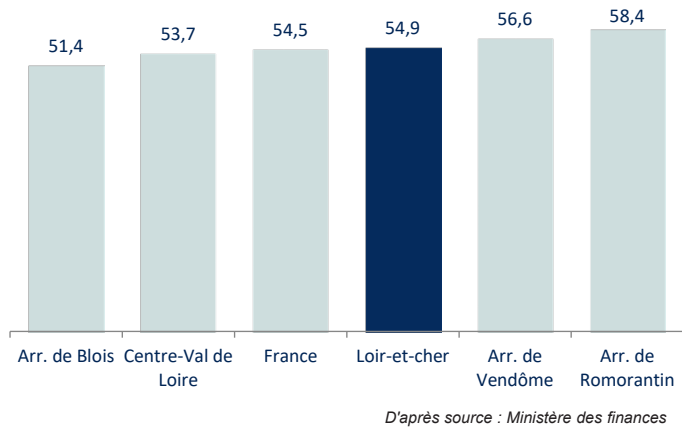
> Au sein du territoire départemental apparait cependant un fort contraste entre d'une part le **Blaisois où les revenus sont nettement plus élevés, supérieurs même au niveau national**, et les autres arrondissements où les revenus sont plus faibles, particulièrement dans le Romorantinais (Vallée du Cher).

ÉVOLUTION DU REVENU MOYEN ENTRE 2009 ET 2014 (EN %)

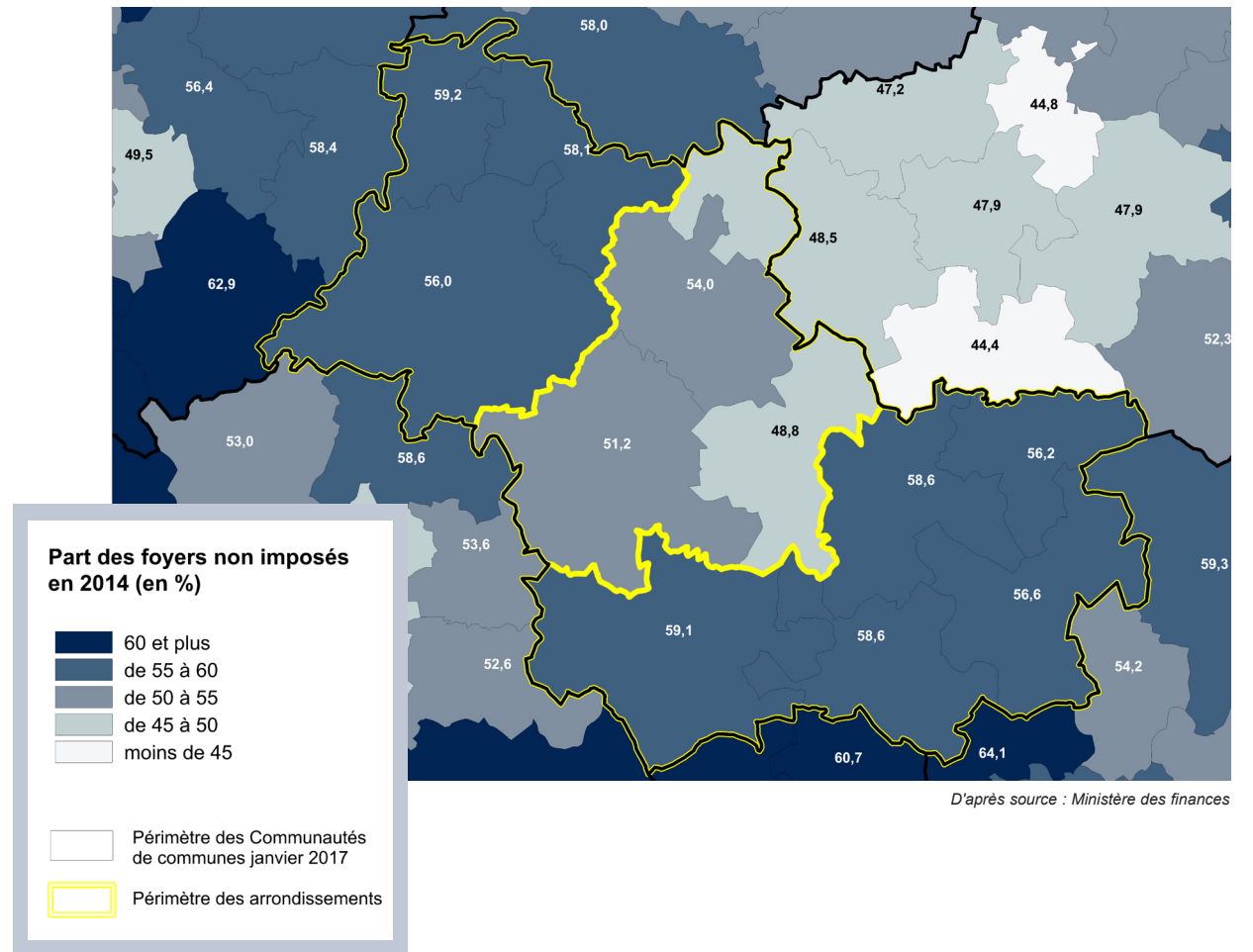


D'après source : Ministère des finances

**PART DES FOYERS NON IMPOSÉS EN 2014
SELON LE TERRITOIRE (EN %)**



PART DES FOYERS NON IMPOSÉS SELON LE TERRITOIRE EN 2014 (EN %)



UNE COMPOSITION DES MÉNAGES PROCHE DE CELLE DE LA RÉGION ...

MÉNAGES SELON LEUR COMPOSITION

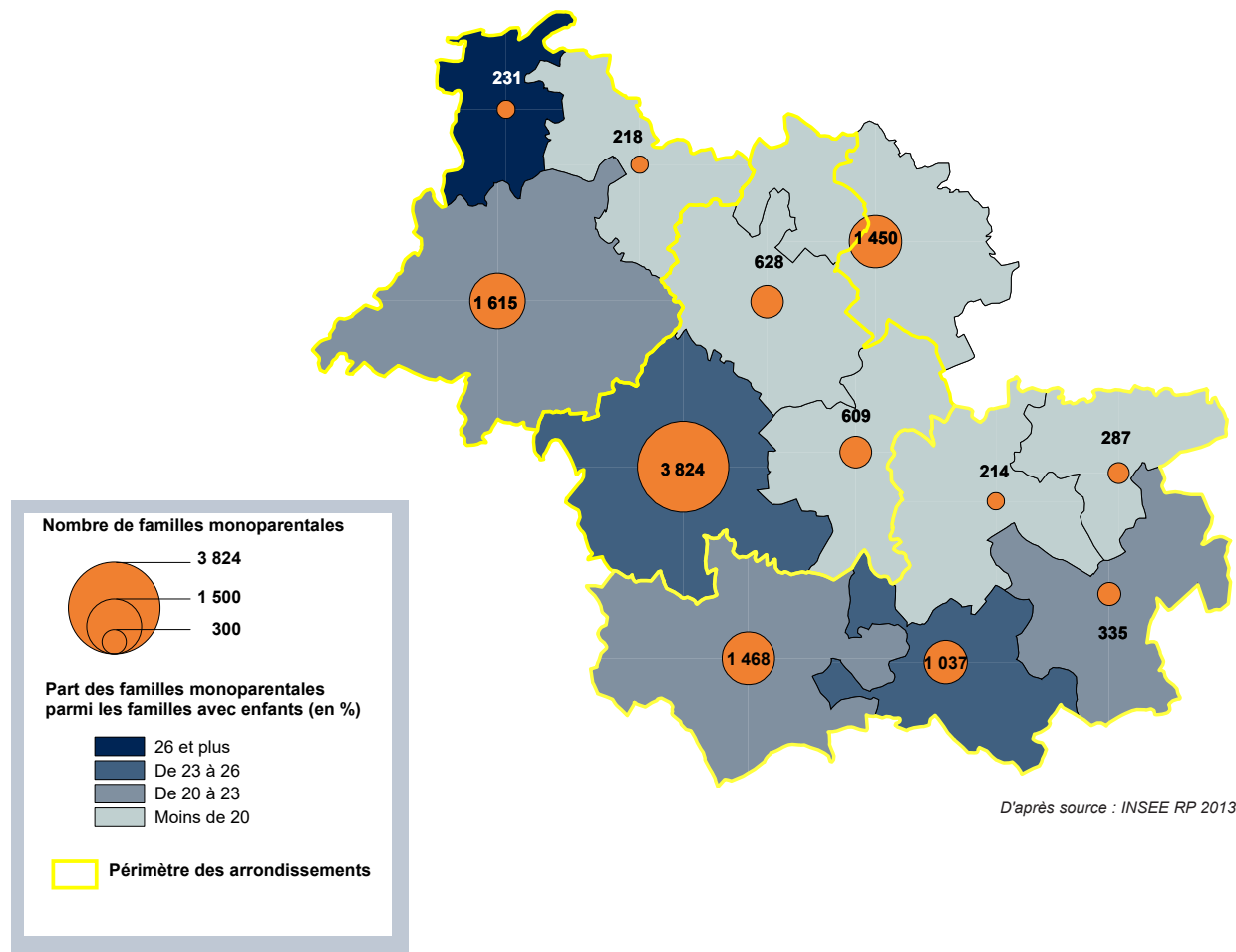
	Loir-et-Cher		Région	
	2013		2008	2013
	Nb	%	%	%
Ensemble	147 338	100	100	100
Ménages d'une personne	49 684	33,7	32,1	34,4
<i>hommes seuls</i>	21 011	14,3	13,4	14,6
<i>femmes seules</i>	28 673	19,5	18,7	19,8
Autres ménages sans famille	2 721	1,8	1,8	1,9
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :				
<i>un couple sans enfant</i>	47 349	32,1	32,6	29,9
<i>un couple avec enfant(s)</i>	37 238	25,3	26,7	26,0
<i>une famille monoparentale</i>	10 345	7,0	6,8	7,8

D'après source : INSEE - RP 2008 et 2013

10 345 familles monoparentales

- > La **composition des ménages est assez proche** de celle observée pour l'ensemble **de la région**.
- > Le département compte un tiers de ménages composés d'une seule personne et environ 7 % de familles monoparentales : leur part dans le total des ménages a augmenté au cours des 5 années 2008-2013.
- > De grandes différences sont observées au sein des territoires. Agglopolys compte 37 % de ménages d'une personne, et Blois près de 1 sur 2.
- > Les familles monoparentales sont très présentes dans les villes où se situe le parc social et en bordure de la Sarthe.
- > La proportion de couples avec enfants diminue sensiblement.

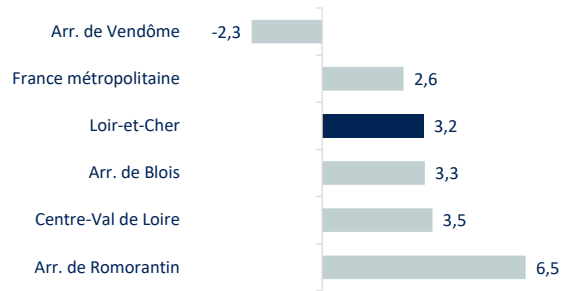
NOMBRE ET PART DES FAMILLES MONOPARENTALES PARMIS LES FAMILLES AVEC ENFANTS PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES OU D'AGGLOMÉRATION EN 2013



D'après source : INSEE RP 2013

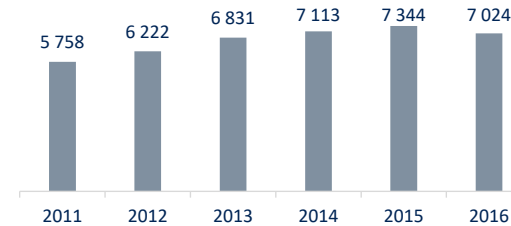
... DES INDICATEURS SOCIAUX MIEUX ORIENTÉS DANS L'ENSEMBLE

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN 2015 (EN %)
RSA SOCLE (AVEC OU SANS ACTIVITÉ)



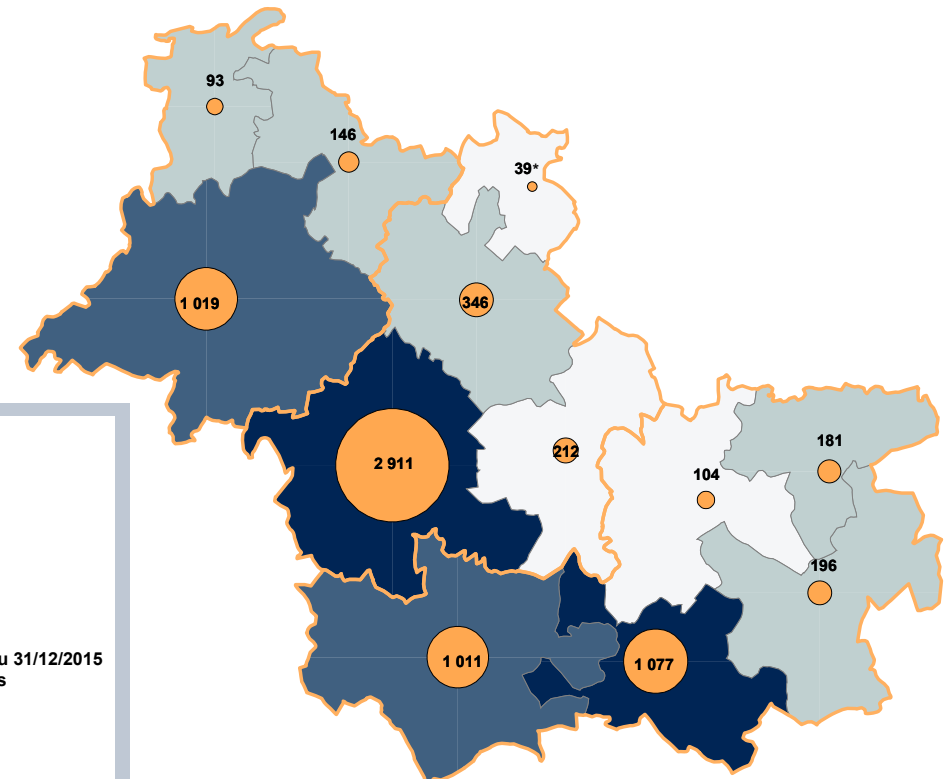
D'après sources : CAF du Loir-et-Cher, MSA Berry-Touraine

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN LOIR-ET-CHER (EN NOMBRE)
RSA SOCLE (AVEC OU SANS ACTIVITÉ)



D'après sources : CAF du Loir-et-Cher, MSA Berry-Touraine

LES BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA) PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES OU D'AGGLOMÉRATION AU 31/12/2015
RSA SOCLE (AVEC OU SANS ACTIVITÉ)



D'après sources : CAF du Loir-et-Cher, MSA Berry-Touraine - INSEE RP 2013

MÉTHODOLOGIE

Le Revenu de Solidarité Active (RSA) a remplacé les dispositifs RMI et API (Allocation Parent Isolé) à partir de 2009. Depuis le 1er janvier 2016, le « RSA activité » n'existe plus. Il se présente désormais sous la forme du « RSA » destiné aux personnes de plus de 25 ans sans revenus et dès 18 ans sous certaines conditions. Son montant varie selon la composition du foyer.

Les données 2015 présentées dans cette page comprennent l'ensemble des bénéficiaires du RSA socle (avec ou sans activité) encore en vigueur fin 2015 et correspondant au dispositif actuel.

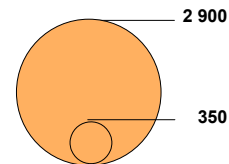
Baisse du nombre de bénéficiaires du RSA en 2016

> Depuis la mise en place du dispositif en 2009, le nombre de bénéficiaires du RSA a augmenté de façon continue jusqu'en 2015 dans le département (+ 1 600 bénéficiaires entre 2011 et 2015 soit une augmentation de plus d'1/4 en 4 ans).

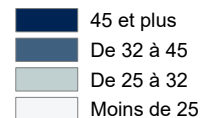
> Leur **proportion** parmi les habitants de 20 à 64 ans reste cependant **inférieure au niveau national** (41 contre 47 %).

> En **2016**, le Loir-et-Cher, comme la métropole, enregistre une **inversion de tendance** avec **4 % de baisse** : il en compte **7 024**. Les données ne sont pas encore disponibles à une échelle plus fine.

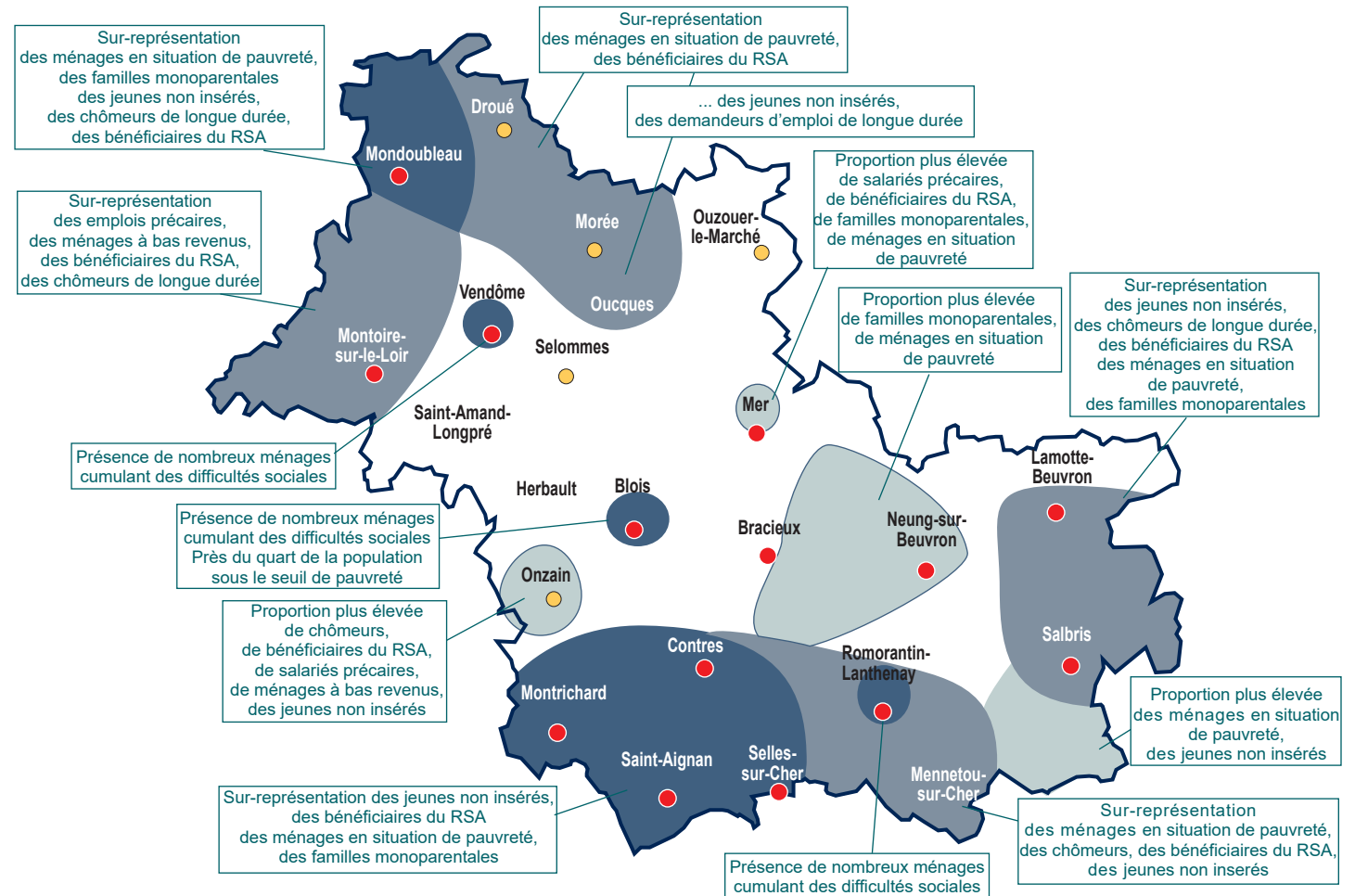
Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2015



Nb de bénéficiaires du RSA au 31/12/2015 pour 1 000 hab. de 20 à 64 ans



SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS SOCIAUX ET PÔLES DE SERVICES



Plusieurs secteurs présentant des fragilités sociales

> Environ **40 600 habitants du Loir-et-Cher** (12,4 %) vivent **sous le seuil de pauvreté**, soit un taux sensiblement plus faible qu'au niveau national (2 points de moins). Cette proportion est **cependant plus forte dans les villes** (18 % à Romorantin, 20 % à Vendôme et 24 % à Blois).

> Les **ménages rencontrant des difficultés sociales** y sont **sur-représentés**, notamment en raison de la présence d'un **parc social accessible aux plus défavorisés**. C'est également le cas dans d'autres communes à l'exemple de Mer, Saint-Aignan, Selles-sur-Cher...

> Plus globalement, certains territoires présentent un ensemble d'**indicateurs sociaux défavorables** : la Vallée du Cher, principalement le secteur allant de Montrichard à Selles-sur-Cher, ainsi que les secteurs proches de la Sarthe et de l'Eure-et-Loir, particulièrement autour de Mondoubleau. C'est le cas aussi de l'est de la Sologne, autour de Salbris et Lamotte-Beuvron.

> La situation paraît meilleure dans le Blaisois (hors Blois).

- Des indicateurs sociaux globalement favorables
- Quelques indicateurs sociaux défavorables
- Un ensemble d'indicateurs sociaux défavorables
- Cumul important d'indicateurs sociaux défavorables

- Pôle de services généraux, de commerces et de santé
- Commune disposant des principaux services

Carte de synthèse réalisée à partir d'un ensemble d'indicateurs : Niveaux de revenus, taux de pauvreté, allocataires CAF à bas revenus, part des jeunes ni en emploi ni en formation, familles monoparentales, proportion de salariés précaires, indicateur de chômage, bénéficiaires du RSA

